

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Dans le VLAREME du 28 octobre 2016, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 mai 2021, il est inséré un article 13.1.9, rédigé comme suit :

« Art. 13.1.9. Pour les demandes de développement de l'entreprise après traitement d'engrais avéré, introduites au cours de l'année 2021, la demande de développement de l'entreprise après traitement d'engrais avéré visée à l'article 7.5.2.1, est introduite auprès de la Banque d'engrais par envoi sécurisé au plus tard le 22 octobre 2021. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 22 octobre 2021.

Art. 3. Le ministre flamand compétent pour l'environnement, l'aménagement du territoire et la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 octobre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/33640]

16 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, article 283, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, par le décret du 3 décembre 2015, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 et par le décret du 3 décembre 2020 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2020 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 7 janvier 2021 ;

Vu le rapport du 3 décembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis 69.192/4 du Conseil d'Etat, donné les 5 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis n° 109/2021 de l'Autorité de protection des données du 7 juillet 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 15 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la Convention des Nations Unies relative aux droits des Personnes Handicapées du 13 décembre 2006 ratifiée par la Belgique le 3 juillet 2009 ;

Considérant l'avis du Comité de branche « Handicap », donné le 17 décembre 2020 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er} de celle-ci.

Art. 2. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, et Titre XIV, le mot « AWIPH » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 3. L'article 991 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé est remplacé par ce qui suit :

« Art. 991. Pour l'application du présent chapitre, il convient d'entendre par :

1° travailleur de production : toute personne handicapée telle que définie à l'article 261 du Code décretaal, dont la décision d'intervention de l'Agence conclut à la pertinence de bénéficier d'un emploi en entreprise de travail adapté compte tenu des conditions d'admissibilité préalables et complémentaires réglées par les articles 991/1 et 991/2, et qui exerce une activité de production au sein de l'entreprise de travail adapté ;

2° personnel spécifique : le personnel chargé d'assurer un encadrement minimum aux travailleurs de production conformément aux dispositions de l'article 992, § 12 ;

3° contrat d'adaptation professionnelle : le contrat d'adaptation professionnelle visé à la section 3 du chapitre V du titre IX du livre V de la deuxième partie du présent Code ou tout dispositif qui lui succéderait ;

4° directeur : la personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du conseil d'administration ou de l'organe décisionnel et sous la responsabilité de celui-ci, la gestion journalière de l'entreprise de travail adapté, en ce qui concerne au minimum :

- a) la gestion du personnel ;
- b) la gestion financière ;
- c) l'application des réglementations en vigueur ;
- d) la représentation de l'entreprise de travail adapté dans ses relations avec l'Agence ;

5° travailleur social : la personne physique titulaire d'un diplôme d'assistant(e) social(e) ;

6° service d'accompagnement : le service d'accompagnement agréé par l'Agence, conformément à l'article 283 de la deuxième partie du Code décretaal;

7° heures valorisables : heures rémunérées du travailleur, payées par l'entreprise de travail adapté correspondant aux heures effectivement prestées auxquelles s'ajoutent les heures de salaire garanti, les heures « jours fériés », « petit chômage » et « congés annuels » ;

8° taux de compensation moyen : la moyenne des taux de compensation des travailleurs de production d'une entreprise de travail adapté à l'année N-1 ;

9° travailleur valide : qui ne bénéficie d'aucune reconnaissance en rapport avec un handicap ;

10° moniteur : travailleur qui encadre des travailleurs de production dans le respect de la classification des fonctions prévue à l'article 7 de la Convention collective du travail du 12 juin 2001 de la Sous-commission paritaire 327.03 relative à la classification des fonctions et des barèmes pour certains membres du personnel.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5°, la personne occupant, avant le l'entrée en vigueur du présent arrêté, la fonction de travailleur social au sein d'une entreprise de travail adapté, est assimilée au travailleur social visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, si cette personne est titulaire soit d'un diplôme d'assistant social, d'infirmier(e) gradué(e) social(e), soit d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique ou sociale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste.

La personne titulaire soit d'un diplôme d'infirmier(e) gradué(e) social(e), soit d'un diplôme d'ergothérapeute, soit d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique ou sociale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste, est assimilée au travailleur social visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, à condition que l'entreprise de travail adapté ait déjà au moins un travailleur social titulaire du diplôme d'assistant social prestant un temps plein. ».

Art. 4. Dans le même Code, la sous-section 1ère « Conditions d'admissibilité » de la section 2 « Conditions d'admissibilité et d'agrément » et comprenant l'actuel article 991/1, insérés par l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacée par ce qui suit :

« Sous-section 1ère Conditions préalables et complémentaires d'admissibilité

A. Conditions préalables d'admissibilité.

Art. 991/1. Outre les conditions d'admissibilité visées à l'article 275 du Code décretaal, et sans préjudice de l'article 408, une personne justifie d'une condition préalable d'admissibilité en vue de pouvoir prétendre à un emploi dans une entreprise de travail adapté si elle est en possession d'un des documents

suivants :

1° une décision en cours de validité de l'Agence, de la « Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap », du Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, du Service bruxellois francophone des personnes handicapées, de Bruxelles-Formation ou du « Dienststelle für selbstbestimmtes Leben der Deutschsprachigen Gemeinschaft », attestant d'un handicap ;

2° une attestation indiquant que la personne a terminé son cursus scolaire au maximum dans l'enseignement secondaire spécialisé ;

3° une décision en cours de validité délivrée par le Service public fédéral Sécurité sociale et attestant un handicap permettant à la personne d'obtenir une allocation de remplacement de revenus ou d'une allocation d'intégration ;

4° une décision en cours de validité délivrée par le Service public fédéral Sécurité sociale et attestant le handicap permettant à la personne d'obtenir des allocations familiales majorées ;

5° une décision judiciaire ou une attestation en cours de validité délivrée par la compagnie d'assurances, l'Agence fédérale des risques professionnels, Fedris, et attestant d'un degré d'incapacité de travail permanente d'au moins vingt pour cent ;

6° une décision en cours de validité de l'INAMI d'octroi d'indemnités d'invalidité ;

7° une décision en cours de validité de l'ONEm, de l'« Arbeitsamt » de la Communauté germanophone ou d'Actiris reconnaissant une aptitude au travail réduite.

B. Conditions complémentaires d'admissibilité

Art. 991/2. Peuvent prétendre à un emploi dans une entreprise de travail adapté, les personnes qui remplissent une des conditions préalables d'admissibilité visées à l'article 991/1, alinéa 1^{er}, et qui répondent à au moins un des critères uniques visés au 1° ou à au moins deux des critères cumulatifs visés au 2° :

1° critères uniques :

a) sortir de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 2 telle que définie par le Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

b) être âgées de plus cinquante ans ;

c) sortir de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, telle que définie par le Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé sans en avoir obtenu la qualification ;

d) bénéficier d'un minimum de neuf points permettant de prétendre à l'allocation d'intégration ;

e) bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu à durée indéterminée ;

f) avoir fréquenté une section d'accueil et de formation en entreprise de travail adapté ;

g) avoir travaillé en entreprise de travail adapté comme travailleur de production subsidié quelle que soit la région ;

h) avoir bénéficié d'une décision favorable de l'Agence ou d'un autre fonds belge pour travailler en entreprise de travail adapté ;

2° critères cumulatifs :

a) être âgées de plus de 45 ans ;

b) avoir une période d'inactivité cumulée de trois ans ou plus au cours des cinq dernières années ;

c) ne pas disposer d'un niveau de qualification supérieur au certificat d'études de base ;

d) avoir suivi une formation au sein d'un centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté à la suite de laquelle le centre a conclu à un pronostic favorable d'insertion socioprofessionnelle et ne pas être parvenu à trouver de l'emploi à l'échéance d'un an après la fin du suivi post formatif ;

e) avoir présenté au moins deux échecs en emploi ordinaire malgré la mise en place de primes de compensation, d'aménagements du poste de travail ou de contrats d'adaptation professionnelle dans les cinq dernières années. ».

Art. 5. L'article 992 du même Code, modifié par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 992. § 1^{er}. Outre les conditions générales d'agrément prévues à l'article 467, les entreprises de travail adapté répondent aux conditions d'agrément visées aux paragraphes 2 à 21.

§ 2. Les entreprises de travail adapté sont réservées prioritairement aux travailleurs de production.

§ 3. Les entreprises de travail adapté n'occupent pas, hors les travailleurs en maladie pendant une période continue de plus de six mois, plus de trente pourcent de travailleurs valides par rapport au nombre de travailleurs occupés dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un contrat d'adaptation professionnelle.

En cas d'occupation de travailleurs valides intérimaires, les heures prestées par ces travailleurs sont converties en équivalent temps plein et prises en considération pour la détermination du taux de trente pourcents.

§ 4. Les entreprises de travail adapté assurent :

1° aux travailleurs de production une rémunération dont le taux horaire ne peut être inférieur au salaire horaire fixé, pour leur catégorie professionnelle, par la sous-commission paritaire 327.03 ;

2° une valorisation de leurs compétences, une formation continue, une adaptation des postes de travail et un processus d'évolution susceptible de permettre la promotion du travailleur de production au sein de l'entreprise de travail adapté ou son insertion dans le milieu ordinaire de travail.

Dans le respect des dispositions relatives à la protection de la vie privée, les entreprises de travail adapté tiennent une fiche ou un dossier individuel évaluant la réalisation des objectifs visés au 2°. Ce dossier est tenu pour chaque travailleur de production et est mis à disposition de l'Agence dans le cadre du contrôle du respect des normes d'agrément. Ce dossier comporte les adaptations du poste de travail mises en place pour le travailleur de production, le nombre et le type de formations suivies par celui-ci, son évolution de carrière au sein de l'entreprise de travail adapté, les mesures prises pour favoriser son insertion éventuelle dans le milieu ordinaire de travail. Une évaluation annuelle est ajoutée au dossier et celui-ci est conservé pendant toute la durée du contrat d'emploi du travailleur de production.

§ 5. Sans préjudice des dispositions visant la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi, les entreprises de travail adapté occupent tous les travailleurs dans les liens d'un contrat de travail régi par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Les stagiaires doivent être occupés, soit dans le cadre d'une convention de stage, soit dans le cadre d'un contrat d'adaptation professionnelle.

§ 6. Les entreprises de travail adapté qui occupent au minimum cinquante travailleurs, réservent à des personnes handicapées reconnues par l'Agence au moins vingt pour cent des emplois de cadre.

Le travailleur de production réalisant des activités de production depuis au moins cinq ans au sein de l'entreprise de travail adapté et qui est promu à un emploi de cadre compte double pour la détermination du taux de vingt pour cent visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 7. Les entreprises de travail adapté présentent des conditions d'accessibilité en rapport avec le handicap des travailleurs.

§ 8. Les entreprises de travail adapté sont gérées par une association sans but lucratif, une société coopérative agréée en tant qu'entreprise sociale, une fondation d'utilité publique, une fondation privée ou une personne morale de droit public et possèdent une autonomie technique, budgétaire et comptable.

Leur gestion administrative est de nature à permettre tant l'exécution de leurs missions que le contrôle de celles-ci par l'Agence.

Les entreprises de travail adapté disposent d'un acte constitutif mentionnant la ou les personnes représentant l'entreprise de travail adapté dans les actes autres que ceux de gestion journalière.

§ 9. Sans préjudice des conditions d'agrément en tant qu'entreprise sociale, le conseil d'administration ou l'organe décisionnel ne comporte pas :

1° des personnes appartenant à la même famille, conjoint, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration ou l'organe décisionnel ;

2° des personnes faisant partie du personnel de l'entreprise de travail adapté.

Le directeur de l'entreprise de travail adapté assiste, avec voix consultative, à toutes les réunions du conseil d'administration relatives à l'organisation de l'entreprise de travail adapté, sauf sur des points à l'ordre du jour où il existe un conflit d'intérêt.

§ 10. Si le directeur, un administrateur ou un associé a des relations d'affaires avec l'entreprise de travail adapté en sa qualité de personne physique ou par le biais d'une personne morale dont il est le gérant, le directeur, l'administrateur ou l'associé prouve :

1° la préservation des intérêts des deux parties en présence ;

2° la réalité des prestations fournies à l'entreprise de travail adapté ;

3° la valeur ajoutée de ses prestations pour l'entreprise de travail adapté.

Si un administrateur ou un associé a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération relevant du conseil d'administration, il le communique aux autres administrateurs avant la délibération au conseil d'administration.

La déclaration, ainsi que les raisons justifiant l'intérêt opposé qui existe dans le chef de l'administrateur ou l'associé concerné, figurent dans le procès-verbal du conseil d'administration qui prend la décision.

Lorsque l'entreprise de travail adapté a nommé un ou plusieurs commissaires, le directeur, l'administrateur ou l'associé visé à l'alinéa 2 les informe de cet intérêt opposé.

En vue de la publication dans le rapport de gestion ou, à défaut de rapport, dans une pièce qui doit être déposée en même temps que les comptes annuels, le conseil d'administration décrit, dans le procès-verbal :

- 1° la nature de la décision ou de l'opération visée à l'alinéa 2 ;
- 2° la justification de la décision qui a été prise ;
- 3° les conséquences patrimoniales pour l'entreprise de travail adapté.

Le rapport de gestion contient l'entièreté du procès-verbal visé.

§ 11. L'entreprise de travail adapté est dirigée par un directeur,

- 1 soit titulaire d'un diplôme universitaire ou de niveau supérieur non universitaire ;
- 2° soit ayant réussi un examen de niveau 1 ou de niveau 2+ dans la fonction publique.

Au moment de son engagement, le directeur fournit une copie de son diplôme.

Dans les entreprises de travail adapté agréées pour moins de 91.000 points le directeur est engagé au moins à mi-temps.

Dans les entreprises de travail adapté agréées pour 91.000 points ou plus le directeur est engagé à temps plein.

§ 12. L'entreprise de travail adapté assure un encadrement minimum aux travailleurs de production visés à l'article 991/2 en respectant les conditions suivantes :

- 1° employer au minimum un travailleur social par tranche entamée de 182.000 points ;
- 2° employer au minimum un moniteur, par tranche entamée de 27.000 points.

Le travailleur social est employé à :

- 1° accompagner les travailleurs de production ;
- 2° à les former aux tâches qui leur sont assignées ; et,
- 3° à fournir des prestations nécessaires à l'intégration du travailleur de production dans l'entreprise au regard de son handicap, en ce compris en assurant la liaison entre le travailleur de production, sa famille, ou les services sociaux concernés et l'entreprise de travail adapté.

Le travailleur social est associé au processus d'évaluation de la capacité professionnelle du travailleur de production visée à l'article 1010.

La fonction de travailleur social est incompatible avec les fonctions de directeur et de moniteur visées respectivement au § 11 et à l'alinéa 1^{er}, 2°, ainsi qu'avec la fonction de responsable des ressources humaines.

§ 13. L'entreprise de travail adapté établit, à l'intention du personnel visé au § 12 et du personnel visé à l'article 1043, un plan de formation continuée qui s'étend sur deux années.

Le plan de formation continuée vise l'actualisation des compétences du personnel spécifique et du personnel d'encadrement des personnes handicapées en section d'accueil et de formation :

- 1° par rapport aux besoins évolutifs de l'entreprise de travail adapté ;
- 2° par rapport à la connaissance de la personne handicapée et à son accompagnement social.

Tout membre du personnel spécifique visé au § 12 et du personnel visé à l'article 1043 est tenu de participer à des activités de formation continuée de minimum quatre jours en moyenne sur la durée du plan de formation.

A l'exception des formations organisées par l'Agence, le programme de ces journées est communiqué à l'Agence pour approbation au plus tard un mois avant leur organisation.

§ 14. L'entreprise de travail adapté satisfait à toutes les obligations légales et réglementaires auxquelles elle est assujettie et fournit un document délivré depuis moins d'un an par le service régional incendie attestant la conformité des bâtiments et des installations aux normes de sécurité ou, à défaut, autorisant la poursuite des activités.

§ 15. L'entreprise de travail adapté tient une comptabilité conforme aux dispositions du Code de droit économique et présente les comptes sur base du Plan Comptable Minimum Normalisé applicable aux entreprises de travail adapté selon le modèle communiqué par l'Agence.

§ 16. L'entreprise de travail adapté ouvre un compte distinct auprès d'un organisme bancaire situé en Belgique, destiné spécifiquement au versement des subventions de l'Agence. Ce compte est débité au rythme des paiements couverts par les subventions de l'Agence. Les intérêts générés par ce compte constituent des recettes déductibles de la subvention visée à l'article 1021.

§ 17. L'entreprise de travail adapté se soumet au contrôle de l'Agence.

Elle fournit à l'Agence tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment :

- 1° les comptes annuels tels que définis par l'Agence accompagnés du rapport d'un réviseur d'entreprise ;
- 2° un plan de gestion dans le cas d'un mali d'exploitation et un plan de reconversion dans les secteurs déficitaires dans le cas de deux malis d'exploitation consécutifs ;
- 3° un rapport social selon le modèle établi par l'Agence.

§ 18. L'entreprise de travail adapté mentionne le numéro d'agrément sur tous les actes et autres documents émanant de l'entreprise de travail adapté ainsi que sur un affichage bien apparent à l'extérieur et à l'intérieur de l'établissement.

§ 19. L'entreprise de travail adapté conclut une convention de partenariat avec au moins deux services d'accompagnement.

§ 20. L'entreprise de travail adapté favorise la création d'un réseau de collaboration avec des établissements d'enseignement spécialisé permettant l'insertion socio-professionnelle des élèves qui sortent de l'enseignement d'adaptation sociale et professionnelle. ».

Art. 6. Dans le même Code, la section 3 « Subventionnement », comprenant les articles 993 à 1037, modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 mai 2014, 12 juin 2014 et 19 octobre 2017, est remplacée par ce qui suit :

« Section 3 - Subventionnement

Sous-section 1^{re} - Conditions générales d'octroi

Art. 993. L'aide octroyée en application de la présente section est accordée dans le respect des conditions du Chapitre I et des articles 33 et 34 du Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

Art. 994. Le bénéficiaire du financement octroyé en application de la présente section ne couvre pas les entreprises en difficulté dès lors qu'elles seraient bénéficiaires d'une aide aux entreprises en difficultés telle que visée à l'article 1^{er}, § 4, du Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

Art. 995. Les subventions visées à la présente section sont octroyées pour autant que l'entreprise de travail adapté :

1° satisfasse aux conditions d'agrément prévues à l'article 992 ;

2° transmette à l'Agence les comptes annuels au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés du rapport d'un réviseur d'entreprises certifiant et, éventuellement, redressant les comptes ;

3° permette aux services de l'Agence de contrôler sur place la réalité des déclarations de l'entreprise de travail adapté ainsi que l'affectation donnée par celle-ci aux subsides octroyés et, à cette fin, de consulter tous registres, livres, états, pièces comptables, correspondance et autres documents utiles ;

4° communique à l'Agence, dans les sept jours qui suivent l'engagement du travailleur de production, un avis d'entrée en entreprise de travail adapté pour permettre le calcul des subventions. Cet avis d'entrée comprend les données suivantes : nom, prénom, sexe, adresse de résidence principale, numéro de reconnaissance par l'Agence, type de contrat sous lequel la personne est engagée et date effective du début du contrat ;

5° ait un établissement ou une succursale dans le territoire de la région de langue française ;

6° n'ait pas fait l'objet d'une injonction de récupération non exécutée, émise dans une décision antérieure de la Commission européenne déclarant des aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur, exception faite des régimes d'aides destinés à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles ;

7° n'ait pas fait l'objet d'une injonction de récupération non exécutée d'une aide ad hoc au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 4, b), du règlement (UE) n° 651/2014.

Art. 996. L'entreprise de travail adapté dispose d'un délai de trente jours pour contester, par tout moyen conférant une date certaine à sa réception, toute subvention notifiée sur base de la présente section.

Art. 997. Les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas aux personnes handicapées engagées sous contrat d'adaptation professionnelle.

Sous-section 2 - Objectif points

A. Dispositions générales

Art. 998. Le Ministre attribue aux entreprises de travail adapté un objectif points à atteindre.

Afin d'octroyer à l'entreprise de travail adapté préexistante au 1^{er} janvier 2021 la garantie des moyens antérieurs, l'objectif points est déterminé à partir des moyens financiers attribués par l'Agence à chaque entreprise de travail adapté et des heures prestées par ses travailleurs de production au cours de l'année 2019.

Les objectifs points applicables au 1^{er} janvier 2021 et pour le premier triennat sont fixés à l'annexe 95/1.

Art. 993. Pour l'agrément de nouvelles entreprises de travail adapté après le 1^{er} janvier 2021, le Ministre détermine l'objectif points en fonction des crédits budgétaires complémentaires alloués à cet effet.

Art. 1000. Le point correspond à une heure valorisable pour un travailleur de production et dépend de sa capacité professionnelle, évaluée selon les articles 1010 à 1014.

Les points non utilisés au terme d'une période d'observation sont redistribués au cours de la période d'observation suivante conformément aux dispositions prévues aux articles 1007 à 1009.

B. Observation du nombre de points atteints

Art. 1001. L'observation de l'atteinte de l'objectif points s'effectue sur une période de trois années civiles complètes appelée période d'observation N.

Art. 1001/1. Par dérogation à l'article 1001, le contrôle de l'utilisation de points attribués à la suite de la cessation d'activités d'une entreprise de travail adapté se réalise au terme de la période d'observation N en cours. Si celle-ci ne comprend pas une année civile complète, la période d'observation N en cours pour ces points supplémentaires est prolongée par la période d'observation N+1.

Art. 1002. L'entreprise de travail adapté transmet à l'Agence, sur base du modèle fourni par l'Agence, le relevé annuel des heures valorisables définies à l'article 991 7° au plus tard pour le 31 mars suivant l'exercice. Ce relevé annuel permet à l'Agence de contrôler annuellement l'atteinte de l'objectif points attribué à l'entreprise de travail adapté. Ce relevé annuel reprend le nom, le prénom, la fonction du travailleur de production, ses heures rémunérées et effectivement prestées, ses heures de salaire garanti, ses heures « jours fériés », « petit chômage » et « congés annuels ».

Art. 1003. Au terme de la période d'observation N, l'Agence calcule le nombre de points utilisés par l'entreprise de travail adapté et en informe l'entreprise de travail adapté.

Art. 1004. Si au terme de la période d'observation N, la moyenne des points cumulés de l'entreprise de travail adapté est inférieure à 90% par rapport à son objectif points attribué, son objectif points pour la période d'observation suivante (N+1) sera réduit à due proportion.

C. Valorisation des points

Art. 1005. La valorisation des points observés est déterminée en multipliant les heures valorisables des travailleurs de production par la valeur d'une heure.

Art. 1006. La valeur d'une heure correspondant à une heure valorisable est déterminée comme suit :

Pourcentage de compensation du handicap du travailleur Visé aux articles 1010 à 1014	Valeur d'une heure
45%	0,75
57,5%	1
67,5%	1,25
75%	1,50

D. Redistribution des points non utilisés

Art. 1007. Au terme de chaque période d'observation N, le Ministre redistribue, pour la période d'observation suivante (N+1), les points non utilisés.

Les points non utilisés sont attribués aux entreprises de travail adapté qui comptabilisent un nombre de points excédentaires pour la période d'observation N.

Art. 1007/1. Par dérogation à l'article 1007, en cas de cessation d'activités d'une entreprise de travail adapté, les points de cette entreprise de travail adapté sont prioritairement attribués aux entreprises de travail adapté qui engagent les travailleurs de production de l'entreprise de travail adapté en cessation d'activités.

Ces points sont attribués au prorata des travailleurs de production engagés.

Au terme de la période d'observation N, par dérogation à l'article 1004, ces points supplémentaires sont acquis pour la période d'observation N+1 pour autant que le travailleur ayant donné droit à l'attribution de ces points supplémentaires ait été maintenu à l'emploi au minimum 1 an et que l'utilisation de l'intégralité de ces points supplémentaires soient justifiée.

Art. 1008. Pour l'entreprise de travail adapté qui emploie moins de cinquante travailleurs de production ou des travailleurs de production dont le taux de compensation moyen est supérieur à la moyenne observée du secteur au cours de la même période, le nombre de points excédentaires observé et totalisé pour la période d'observation N est multiplié par un coefficient de 1,25.

Toutefois le nombre de points attribués à la suite de la répartition prévue à l'article 1007 ne pourra excéder le nombre de points excédentaires de l'entreprise de travail adapté.

Art. 1009. La répartition des points non utilisés à l'issue de la période d'observation N est répartie au prorata du nombre de points excédentaires de chaque entreprise de travail adapté pour la période d'observation N.

Le résultat de la répartition est arrondi.

Sous-section 3 - La capacité professionnelle du travailleur de production

Art. 1010. L'évaluation de la capacité professionnelle a pour finalité de déterminer le taux de compensation octroyé par l'Agence pour un travailleur de production selon les modalités fixées à l'annexe 95. Ce taux de compensation fixe le taux d'intervention de l'Agence dans le coût salarial des travailleurs de production.

Une proposition d'évaluation de la capacité professionnelle du travailleur de production est émise par l'entreprise de travail adapté sur base de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 95.

L'évaluation est transmise à l'Agence au plus tôt deux mois et au plus tard trois mois après l'engagement du travailleur de production.

Au plus tôt trois mois après l'engagement du travailleur de production, l'Agence examine la proposition transmise par l'entreprise de travail adapté.

L'Agence valide la proposition ou en cas de désaccord, elle fixe le taux de compensation après concertation avec l'entreprise.

L'Agence communique sa décision à l'entreprise de travail adapté et au travailleur de production.

Seuls les agents de l'entreprise de travail adapté en charge de cette évaluation et le personnel de l'Agence dont la fonction est de participer à l'évaluation de la capacité professionnelle des travailleurs de production sont habilités à avoir accès à cette évaluation.

L'évaluation de la capacité professionnelle est transmise au travailleur de production concerné. Celui-ci peut demander la mention en marge de l'évaluation des remarques pertinentes qu'il jugerait utile d'inscrire au sujet de son évaluation.

Art. 1011. § 1^{er}. Lorsque la capacité professionnelle du travailleur de production telle qu'évaluée par l'entreprise de travail adapté se traduit par un taux de compensation de 67,5 %, l'entreprise de travail adapté rédige un rapport justificatif sur base du canevas établi par l'Agence et le transmet à l'Agence en même temps que l'évaluation visée à l'article 1010.

§ 2. Lorsque la capacité professionnelle du travailleur de production telle qu'évaluée par l'entreprise de travail adapté se traduit par un taux de compensation de 75%, l'entreprise de travail adapté transmet à l'Agence, outre le rapport justificatif visé au § 1^{er} et l'évaluation visée à l'article 1010, un rapport précisant les mesures d'accompagnement spécifiques mises en place.

Art. 1012. § 1^{er}. Le taux de compensation du travailleur de production occupé dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'un contrat de remplacement d'une période égale ou inférieure à trois mois et dont l'évaluation de la capacité professionnelle et sa validation n'ont pas pu être réalisées est plafonnée à 57,5 %.

§ 2. L'Agence peut décider de conserver le même taux de compensation validé pour un travailleur de production lorsqu'il revient à un poste identique au sein de la même entreprise de travail adapté après une interruption de neuf mois maximum.

Art. 1013. En vue de maintenir à l'emploi les travailleurs vieillissants, le travailleur de production qui répond à l'une des conditions suivantes :

1° soit disposer d'une ancienneté d'au moins dix ans au sein de l'entreprise de travail adapté et justifier d'un taux de compensation de 67,5 % ;

2° soit disposer d'une ancienneté d'au moins quinze ans au sein de l'entreprise de travail adapté et justifier d'un taux de compensation de 57,5 % ou plus ;

3° soit disposer d'une ancienneté d'au moins vingt-cinq ans au sein de l'entreprise de travail adapté, bénéficie du taux de compensation immédiatement supérieur à celui qui lui est attribué sur base de l'échelle d'évaluation visée à l'annexe 95.

Art. 1014. La capacité professionnelle du travailleur de production est réévaluée par l'Agence au moins tous les six ans ou à tout moment à la demande de l'entreprise de travail adapté.

Sous-section 4 - Catégories de subventions

A. Dispositions générales

Art. 1015. Dans les limites des crédits budgétaires, il est accordé aux entreprises de travail adapté :

1° une subvention visant à compenser le handicap des travailleurs de production, pour autant que, lorsque l'embauche ne représente pas une augmentation nette, par rapport à la moyenne des 12 mois précédents du nombre de salariés de l'entreprise considérée, le ou les postes sont devenus vacants en raison de départs volontaires, d'incapacités de travail, de départs à la retraite pour des raisons d'âge, de réductions volontaires du temps de travail ou de licenciements légaux pour faute, et non en raison de suppressions de postes ;

2° une subvention visant à couvrir les coûts spécifiquement liés à l'accompagnement de travailleurs de production.

B) Subvention visant à compenser le handicap des travailleurs de production

Art. 1016. La subvention visant à compenser le handicap est destinée à couvrir le coût salarial des travailleurs de production bénéficiant d'un accord valide de mise à l'emploi dans une entreprise de travail adapté délivré par l'Agence conformément aux articles 991/1 et 991/2.

Art. 1017. Le montant de la subvention visée à l'article 1016 est obtenu en multipliant l'objectif point d'une entreprise de travail adapté, tel que fixé pour chaque entreprise de travail adapté à l'annexe 95/1, par la valeur du point définie à l'article 1018.

Art. 1018. La valeur du point visé à l'article 1017 est fixée à 9,4560 euros.

Ce montant est indexé conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et est lié à l'indice pivot 107,20 (base 2013) en date du 1^{er} avril 2020.

Art. 1019. La subvention visée à l'article 1016 est versée anticipativement sur base mensuelle durant l'exercice d'attribution.

Les mensualités sont automatiquement ajustées par l'Agence le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

Art. 1020. L'entreprise de travail adapté bénéficiant de la subvention visée à l'article 1016 transmet annuellement à l'Agence, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un dossier justificatif de l'utilisation de la subvention.

Ce dossier se compose des documents suivants :

1° un tableau récapitulatif selon le modèle établi par l'Agence et comprenant l'ensemble des charges salariales par travailleur de production ainsi que l'ensemble des aides à l'emploi et interventions des pouvoirs publics perçues pour les travailleurs correspondants ;

2° les copies des comptes individuels des travailleurs de production. Par compte individuel, il faut entendre une fiche signalétique reprenant par travailleur : son nom, prénom, adresse, date de naissance, état civil et charge de famille, statut au sein de l'entreprise de travail adapté, ses heures prestées et rémunérées ainsi que sa rémunération. Ces données sont indispensables pour le calcul de la subvention admissible par travailleur de production. Elles sont conservées conformément à l'article 1026/4.

C) Subvention visant à couvrir les coûts spécifiquement liés à l'accompagnement des travailleurs de production

Art. 1021. La subvention destinée à couvrir les coûts spécifiquement liés à l'accompagnement des travailleurs de production couvre les dépenses réalisées par l'entreprise de travail adapté pour garantir un encadrement et un environnement de travail adapté aux travailleurs de production.

Art. 1022. Le montant de la subvention visée à l'article 1021 est obtenu en multipliant l'objectif point d'une entreprise de travail adapté, tel que fixé pour chaque entreprise de travail adapté à l'annexe 95/1, par la valeur du point définie à l'article 1023.

Art. 1023. La valeur du point pour la subvention visée à l'article 1021 est fixée à 1,8204 euros.

Ce montant est indexé conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et est lié à l'indice pivot 107,20 (base 2013) en date du 1^{er} avril 2020.

Art. 1024. La subvention visée à l'article 1021 est versée anticipativement sur base mensuelle durant l'exercice d'attribution.

Les mensualités sont automatiquement ajustées par l'Agence le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

Art. 1025. L'entreprise de travail adapté bénéficiant de la subvention visée à l'article 1021 transmet, à la demande de l'Agence, tous documents justificatifs requis pour le contrôle de l'utilisation de la subvention.

D) Contrôle et récupérations

Art. 1026. Au terme de chaque année, l'Agence procède à un contrôle de l'utilisation des subventions visées aux articles 1016 et 1021.

Art. 1026/1. L'Agence contrôle que les coûts admissibles sont étayés de pièces justificatives claires, spécifiques et contemporaines des faits.

Art. 1026/2. L'Agence vérifie notamment que les subventions n'excèdent pas les montants suivants :

1° en ce qui concerne les subventions visant à compenser le handicap des travailleurs de production : 10 millions EUR par entreprise et par an ;

2° en ce qui concerne le cumul des subventions visant à compenser les surcoûts spécifiquement liés à l'accompagnement des travailleurs de production et des subventions visant à compenser les surcoûts spécifiquement liés à l'encadrement des personnes handicapées en section d'accueil et de formation : 10 millions EUR par entreprise et par an.

Art. 1026/3. S'agissant de la compensation du handicap des travailleurs de production, le cumul des montants octroyés à l'entreprise de travail adapté en exécution des dispositions de la section 3 et d'autres dispositions régionales, communautaires et fédérales, ne peut pas excéder, pour chaque travailleur de production, septante-cinq pour cent des coûts salariaux admissibles visés à l'annexe 95/2.

Par exception, la compensation du handicap des travailleurs de production peut être cumulée avec d'autres aides exemptées par le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur portant sur les mêmes coûts salariaux et dépasser ainsi le seuil de septante-cinq pour cent des coûts salariaux, à condition que ce cumul ne conduise pas à une intensité d'aide supérieure à 100 % des coûts salariaux sur toute période pendant laquelle les travailleurs concernés sont employés.

S'agissant de la compensation des coûts spécifiquement liés à l'accompagnement de travailleurs de production, le cumul des montants octroyés à l'entreprise de travail adapté en exécution des dispositions de la sections 3 et d'autres dispositions régionales, communautaires et fédérales, ne peut pas excéder cent pour cent des coûts admissibles visés à l'annexe 95/3.

Les aides aux coûts admissibles identifiables exemptées par le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur peuvent être cumulées avec toute autre aide d'État, dès lors qu'elle porte sur des coûts admissibles identifiables différents.

Art. 1026/4. L'Agence conserve les informations et les pièces justificatives nécessaires pour établir le respect de la présente réglementation.

Ces informations sont conservées pendant dix ans à compter de la dernière subvention octroyée et peuvent être communiquées à la Commission européenne.

Art. 1027. § 1^{er}. Pour justifier la subvention visée à l'article 1016, l'Agence admet les coûts salariaux des travailleurs de production visés à l'annexe 95/2.

§ 2. Le montant total des charges salariales admissibles de l'exercice pour chaque travailleur de production est multiplié par le pourcentage de compensation du handicap du travailleur fixé en fonction de sa capacité professionnelle conformément aux articles 1010 à 1014.

Art. 1028. Pour justifier la subvention visée à l'article 1021, l'Agence admet les charges visées à l'annexe 95/3.

Art. 1029. Au terme de chaque triennat, l'Agence récupère, le cas échéant, la partie des subventions non consommée par des charges admissibles telles que définies aux articles 1027 et 1028, ou qui excède les seuils des articles 1026/2 et 1026/3.

E) Désaffectation de biens subsidiés par l'Agence

Art. 1030. § 1^{er}. L'entreprise de travail adapté ne peut pas, sans autorisation préalable de l'Agence, procéder à la désaffectation ou modifier l'affectation des biens subsidiés, auquel cas elle est tenue de rembourser la totalité du subside perçu.

§ 2. En cas de désaffectation ou de modification d'affectation autorisée d'un bien subsidié, l'entreprise de travail adapté est tenue de rembourser à l'Agence la partie non amortie du subside ou, en cas de vente, le pourcentage du prix de vente au taux duquel le bien a été subsidié, avec au maximum le subside perçu et au minimum la partie non amortie de celui-ci.

§ 3. L'entreprise de travail adapté n'est pas tenue de procéder au remboursement visé au § 2 si le montant correspondant est réaffecté au financement d'un investissement de remplacement ou qui s'inscrit dans le cadre d'un redéploiement.

§ 4. Dans le cas d'une procédure en liquidation d'une entreprise de travail adapté, l'Agence peut autoriser le transfert de tout ou partie du montant du remboursement visé au § 2 à l'entreprise de travail adapté qui reprend tout ou partie des activités de l'entreprise de travail adapté en liquidation, pour autant que l'entreprise de travail adapté s'engage à affecter ce montant au financement des investissements adaptés.

Ce transfert se réalisera dans le respect des procédures légales en matière de liquidation et de la nature juridique des entreprises de travail adapté. ».

Art. 7. Dans le même Code, la sous-section 1^{ère} « Disposition générale » de la section 4 « Sections d'accueil et de formation » et comprenant l'actuel article 1038, modifié par l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacée par ce qui suit :

« Sous-section 1^{re} - Dispositions générales

Art. 1038. L'aide octroyée en application de la présente section est accordée dans le respect des conditions du Chapitre I et des articles 33 et 34 du Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

Art. 1038/1. Les entreprises de travail adapté peuvent créer en leur sein une section d'accueil et de formation destinée aux personnes qui, en raison de leur handicap, bien que possédant les aptitudes physiques, mentales et professionnelles requises, nécessitent une période d'adaptation à l'emploi en entreprise de travail adapté pour améliorer leurs possibilités professionnelles.

Ces personnes répondent à l'une des conditions suivantes :

1° soit avoir fréquenté un enseignement spécialisé de forme 2, tel que défini par le Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

2° soit avoir fréquenté un enseignement spécialisé de forme 3, tel que défini par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, sans en avoir obtenu la qualification et justifier d'une période d'inactivité ininterrompue de plus d'un an au moment de la signature du contrat d'adaptation professionnelle ;

3° soit avoir fréquenté, dans les six mois précédant la date de la signature du contrat d'adaptation professionnelle, un service d'accueil ou d'hébergement agréé par le ministre sur base des titres XI et XII. ».

Art. 8. L'article 1042, alinéa 2, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'une entreprise de travail adapté souhaite créer une section d'accueil et de formation ou en augmenter sa capacité, elle introduit sa demande auprès de l'Agence. L'Agence fixe les modalités d'attribution des contrats d'adaptation professionnelle. Cependant, le nombre de personnes handicapées engagées sous contrat d'adaptation professionnelle, ne peut être supérieur à dix pour cent du nombre de travailleurs de production visés à l'article 991, 1^o. ».

Art. 9. L'article 1044 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1044. § 1^{er}. L'ergothérapeute chargé de l'encadrement des personnes handicapées en section d'accueil et de formation est porteur du diplôme de Bachelier en ergothérapie, ou d'un diplôme équivalent selon la réglementation en vigueur en Fédération Wallonie-Bruxelles au moment de son obtention.

§ 2. Le moniteur chargé de l'encadrement des personnes handicapées en section d'accueil et de formation :

1^o soit est porteur d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation éducative, sociale, pédagogique ou psychologique ;

2^o soit justifie d'une expérience d'au moins cinq années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale. ».

Art. 10. A l'article 1045 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « il a notamment pour mission de » sont remplacés par les mots « le membre du personnel chargé de l'encadrement des personnes handicapées en section d'accueil et de formation a pour mission de » ;

2^o à l'alinéa 2, « 1008, § 2 » est remplacé par le nombre « 992, § 13, alinéa 3 ».

Art. 11. L'article 1046 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1046. Dans la limite des crédits budgétaires et sur base de l'encadrement prévu à l'article 1043, l'Agence verse une avance mensuelle correspondant au nombre d'équivalents temps plein prévu multiplié par le montant de la rémunération annuelle plafonnée visé à l'article 1046/2. ».

Art. 12. Dans le même Code sont insérés les articles 1046/1 à 1046/4 rédigés comme suit :

« Art. 1046/1. L'entreprise de travail adapté bénéficiant de la subvention visée à l'article 1046 transmet annuellement à l'Agence, au plus tard trois mois après la fin de l'exercice, un dossier justificatif de l'utilisation de cette subvention.

Ce dossier comprend :

1^o un tableau récapitulatif, selon le modèle établi par l'Agence, comprenant l'ensemble des charges salariales admissibles par membre du personnel d'encadrement visé à l'article 1043 ainsi que l'ensemble des aides à l'emploi et des interventions d'autres pouvoirs publics perçues pour chaque membre du personnel d'encadrement visé à l'article 1043 ;

2^o les copies des comptes individuels des membres du personnel d'encadrement visé à l'article 1043.

Art. 1046/2. L'intervention pour les membres du personnel visés à l'article 1043 est fixée à cent pour cent du coût salarial visé à l'annexe 95/4.

L'intervention de l'Agence peut être octroyée pour du personnel d'encadrement, à raison d'un équivalent temps plein, durant le mois qui précède l'ouverture d'une section d'accueil et de formation.

Art. 1046/3. L'Agence récupère chaque année la partie éventuellement non consommée des subsides visés aux articles 1046 à 1046/2. ».

Art. 13. Dans le Livre V, Titre IX, chapitre IV du même Code, la section 5 comportant les articles 1047 à 1051 est abrogée.

Art. 14. L'article 1053 du même Code, modifié par l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1053. Les entreprises de travail adapté sont autorisées par l'Agence à conclure des contrats d'entreprises aux conditions suivantes :

1^o les emplois créés ne constituent pas des emplois de substitution à des licenciements dans l'entreprise extérieure ;

2^o les travailleurs de production restent liés à l'entreprise de travail adapté par un contrat de travail ;

3^o les travailleurs de production occupés dans le cadre d'un contrat d'entreprise ont préalablement presté au moins un mois au sein même de l'entreprise de travail adapté ;

4^o par dérogation au 3^o, en cas de nécessité d'un remplacement dans l'urgence ou de besoin de compétences spécifiques, l'engagement dans un contrat d'entreprise d'un membre du personnel n'ayant pas presté un mois dans l'entreprise est possible si l'entreprise de travail adapté s'engage à fournir un encadrement spécifique ;

5^o lorsqu'une entreprise de travail adapté conclut une convention de stage avec un stagiaire lié par un contrat avec un centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté agréé par l'Agence, le stage ne peut pas s'effectuer dans une entreprise avec laquelle l'entreprise de travail adapté a conclu un contrat d'entreprise ;

6^o l'encadrement spécifique visé au 4^o peut consister en une présence accrue du moniteur, ou une formation interne ;

7^o sans exclure la possibilité d'instructions générales à observer et d'un contrôle sur l'exécution des tâches remplies afin de coordonner et de garantir la qualité du travail, il ne peut exister aucun lien de subordination entre l'entreprise extérieure et le personnel de l'entreprise de travail adapté ;

8^o les travailleurs de production continuent à être payés par l'entreprise de travail adapté ;

9^o l'entreprise de travail adapté souscrit une assurance contre les accidents du travail et sur le chemin du travail, appropriée aux risques encourus ;

10^o l'entreprise de travail adapté informe l'Agence du nom de l'assureur ainsi que du prix facturé à l'entreprise extérieure ;

11^o le prix facturé visé au 10^o permet de financer la rémunération du travailleur au salaire horaire minimum de la première catégorie professionnelle, fixé par la sous-commission paritaire 327.03, majorée des cotisations patronales ;

12° l'entreprise de travail adapté informe sa délégation syndicale de la conclusion de tout contrat d'entreprise, de la liste des travailleurs concernés par le contrat, de la manière dont est organisé l'encadrement de ces travailleurs et de l'argumentation justifiant que le travail répond au profil des travailleurs ;

13° l'acceptation par l'entreprise extérieure de toute inspection de l'Agence dans les locaux où sont exécutés les travaux prévus par le contrat d'entreprise ;

14° la transmission d'une annexe informant l'entreprise extérieure sur les aides à l'emploi dont elle peut bénéficier au recrutement d'un travailleur handicapé, dont le modèle est défini par l'Agence. »

Art. 15. A l'article 1054 du même Code, modifié par l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, au point 6°, les mots « visé à l'article 1004, paragraphe 1^{er}, 3° » sont remplacés par les mots « visé à l'article 992, § 12 ».

Art. 16. L'article 1055 du même Code, modifié par l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art.1055. L'entreprise de travail adapté assure de manière permanente l'encadrement et la supervision de chaque travailleur occupé en entreprise extérieure par un membre du personnel exécutant des fonctions d'encadrement liées à la production, visé à l'article 992, § 12, à raison d'un membre par tranche entamée de 18.000 points.

Si le contrat d'entreprise porte sur moins de 18.000 points, le membre du personnel exécutant des fonctions d'encadrement visé à l'alinéa 1^{er} assure un passage au moins hebdomadaire, sur le site de travail de l'entreprise extérieure et notifie ses observations dans un registre. ».

Art. 17. Dans le même Code, les articles 1386 à 1391 sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 1386. Les membres du personnel d'encadrement, visés à l'article 1043, qui étaient engagés avant le 1^{er} janvier 2003, sont réputés remplir les conditions de qualification fixées à l'article 1044.

Art. 1387. Les directeurs en fonction avant le 1^{er} janvier 1997 sont réputés remplir les conditions de qualification fixées à l'article 992, § 11, alinéa 1^{er}.

Art. 1388. Pour les travailleurs de production engagés avant le 1^{er} janvier 2021 et pour lesquels l'Agence avait fixé une perte de rendement, la capacité professionnelle, visée à l'article 1010, correspond à la différence entre 100 et le pourcentage de perte de rendement fixée.

Cette capacité professionnelle sera réévaluée selon les modalités prévues à l'article 1014 du présent code.

Le taux de compensation est déterminé selon les modalités fixées à l'annexe 95.

Art. 1389. Pour les travailleurs de production engagés avant le 1^{er} janvier 2021 et pour lesquels l'Agence avait établi une catégorie A, B ou C, la valeur d'une heure valorisable pour la valorisation des points visée à l'article 1005, est fixée comme suit :

Catégorie de handicap	Valeur d'une heure
A	1
B	1,25
C	1,50

La capacité professionnelle des travailleurs sera réévaluée selon les modalités prévues à l'article 1014 du présent code.

Art. 1390. Une évaluation de l'adéquation du dispositif visé aux articles 993 à 1030 est réalisée par l'Agence au terme du premier triennat.

Art. 1391. Pour les travailleurs de production bénéficiant, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un dispositif de maintien sur base des dispositions visées aux articles 1047 à 1051, le taux de compensation visé à l'article 1010 est fixé à 75 pour cent. ».

Art. 18. Les articles 1062 à 1068 et l'article 1391 du même Code sont abrogés.

Art. 19. Dans le même Code, l'annexe 95 est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 20. Dans le même Code, sont insérées les annexes 95/1 à 95/4, jointes en annexes 2 à 5 au présent arrêté.

Art. 21. Dans le même Code, l'annexe 96 est abrogée.

Art. 22. L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2011 relatif à l'application dans les entreprises de travail adapté de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 est abrogé.

Art. 23. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Art. 24. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

« Annexe 95

Evaluation de la capacité professionnelle des travailleurs occupés en entreprise de travail adapté (visée à l'article 1010)

L'Agence est chargée de déterminer la capacité professionnelle du travailleur de production susceptible de faire l'objet d'une subvention sur base des critères suivants :

A. Critères

La capacité professionnelle est évaluée sur base des critères liés au comportement du travailleur de production dans le contexte du poste de travail et sur les critères liés à l'adaptabilité aux exigences du marché du travail suivants :

- **Ponctualité – Régularité** (*Respect des horaires, régularité dans la fréquentation du travail - quelle que soit la nature des absences*)

Très bon	ponctualité et fréquentation régulières
Moyen	bonne ponctualité dans l'ensemble mais fréquentation irrégulière ou l'inverse
Insuffisant	pas de respect des horaires (arrive très fréquemment en retard), irrégularité de la fréquentation du travail. Très fort absentéisme : plus de 25% du temps de travail)

- **Sociabilité** (*Aisance à nouer et à maintenir des contacts sociaux positifs dans le cadre professionnel*)

Très bon	noue spontanément des liens positifs dans des circonstances normales de travail
Moyen	a des contacts de travail habituellement positifs avec autrui mais ne les recherche pas
Insuffisant	n'est capable de travailler que seul dans son coin sans contact avec les autres ou n'entre en relation de travail avec les autres que sur un mode exclusivement conflictuel

- **Compréhension et respect des consignes** (*Faculté de comprendre, retenir et exécuter des consignes*)

- Par **consigne simple**, il est question de consignes impliquant uniquement de la reproduction ou de la répétition de gestes ou de modèles ;
- Par **consigne complexe**, il faut entendre plusieurs consignes simples associées et dont la succession s'effectue selon un ordre et une logique.

Très bon	comprend plusieurs consignes complexes, les retient et les exécute.
Moyen	- comprend les consignes complexes mais rencontre des difficultés à les retenir ou à les exécuter ; - comprend uniquement les consignes simples, les retient et les exécute
Insuffisant	- comprend les consignes complexes mais rencontre des difficultés à les retenir et à les exécuter ; - comprend uniquement les consignes simples et rencontre des difficultés à les retenir et à les exécuter

- **Adaptabilité** (*Capacité d'adaptation, tolérance psychologique aux changements de poste ou de conditions de travail (lieu, type d'activité, collègues...)*)

Très bon	s'adapte bien aux changements
Moyen	s'adapte sans trop de difficultés aux changements
Insuffisant	s'adapte aux changements avec de grandes difficultés

- **Autonomie** (*Capacité à assumer un travail connu, seul ou avec un encadrement*)

Très bon	apte à travailler seul avec intervention exceptionnelle du moniteur
Moyen	travaille seul avec un encadrement limité à quelques interventions du moniteur
Insuffisant	travaille avec un encadrement systématique assuré par le moniteur et un autre travailleur

- **Productivité** (*Efficacité et rapidité d'exécution du travail dans la durée*)

Très bon	productivité constante
Moyen	productivité irrégulière
Insuffisant	productivité très faible

B. Pondération des critères

Chaque critère représente le même poids et reçoit entre 5 et 15 points. Selon l'évaluation qui est réalisée pour chacun des critères, les points sont attribués de la manière suivante :

Très bon	15
Moyen	10
Insuffisant	5

C. Calcul de la capacité professionnelle

La capacité professionnelle du travailleur de production résulte de la somme des points attribués à chaque critère.

D. Détermination de la compensation

Selon l'évaluation de la capacité professionnelle du travailleur de production, l'Agence octroie un taux de compensation de la manière suivante :

Capacité professionnelle égale ou supérieure à 85	Pas de compensation (0%)
Capacité professionnelle est inférieure à 85	45% de compensation
Capacité professionnelle est inférieure à 70	57,5% de compensation
Capacité professionnelle est inférieure à 50	67,5% de compensation
Capacité professionnelle est inférieure ou égale à 35	75% de compensation

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

« Annexe 95/1.

Objectif points de chaque entreprise de travail adapté pour le premier triennat (visé à l'article 998)

ENTREPRISE DE TRAVAIL ADAPTE	Objectif "points"
ETA001	399.505
ETA002	184.961
ETA005	105.105
ETA007	161.254
ETA008	420.254
ETA013	26.045
ETA015	79.348
ETA019	523.319
ETA045	573.734
ETA059	220.645
ETA060	76.540
ETA062	70.263
ETA063	279.821
ETA065	94.787
ETA067	189.486
ETA071	150.742
ETA072	360.215
ETA073	143.384
ETA083	110.978
ETA085	217.459
ETA088	154.679
ETA091	145.842
ETA092	225.486
ETA095	123.952
ETA097	288.515
ETA101	785.969
ETA107	49.988
ETA115	132.996
ETA123	259.738
ETA124	121.945
ETA125	254.547
ETA126	132.966
ETA129	264.946
ETA134	355.991

ETA138	228.096
ETA142	112.083
ETA144	92.007
ETA147	45.274
ETA148	113.647
ETA149	127.250
ETA154	106.010
ETA156	50.901
ETA164	122.862
ETA170	67.652
ETA175	121.422
ETA177	79.010
ETA178	80.837
ETA179	42.044
ETA189	342.608
ETA197	201.981
ETA209	43.016

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

« Annexe 95/2

Coûts salariaux admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1016

Sont admissibles pour les travailleurs de production :

- 1) les rémunérations brutes pour autant qu'elles respectent les conditions de l'article 992 § 4 et aient fait l'objet d'une déclaration auprès de l'ONSS ;
- 2) la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail ;
- 3) la rémunération afférente aux jours fériés, aux jours de congés, au petit chômage (congés de circonstances) ;
- 4) le pécule de vacances ;
- 5) les avantages complémentaires et les cotisations qui relèvent d'un accord officiel dans le cadre de la SCP 327.03 ;
- 6) le montant des cotisations de sécurité sociale afférentes aux rémunérations précitées.

Sont déduites des coûts salariaux admissibles, les autres subventions obtenues des pouvoirs publics et autres interventions lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes coûts que ceux admissibles pour les travailleurs de production.

Ne sont pas admissibles pour les travailleurs de production :

- 1) la rémunération des heures supplémentaires ;
- 2) les indemnités de rupture et les préavis non prestés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 4 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

« Annexe 95/3

Coûts admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1021

Sont admissibles pour la rémunération du personnel spécifique visé à l'article 992 §12, uniquement pour le temps passé à assister les travailleurs de production :

- 1) les rémunérations brutes correspondant aux échelles barémiques de la SCP 327.03 (Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la région wallonne et de la communauté germanophone), à l'ancienneté reconnue du travailleur concerné et ayant fait l'objet d'une déclaration auprès de l'ONSS ;
- 2) la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail ;
- 3) la rémunération afférente aux jours fériés, aux jours de congés, au petit chômage (congés de circonstances) ;
- 4) le pécule de vacances.
- 5) les avantages complémentaires et les cotisations qui relèvent d'un accord officiel dans le cadre de la SCP 327.03.
- 6) le montant des cotisations de sécurité sociale afférentes aux rémunérations précitées.

Pour les moniteurs visés à l'article 992 §12, leur coût salarial, comprenant les charges mentionnées de 1) à 6), est multiplié par le taux moyen de compensation de l'entreprise de travail adapté, déterminé sur base de la moyenne annuelle des taux de compensation du handicap fixés pour chacun de ses travailleurs de production l'année précédant l'année d'attribution de la subvention.

Le coût salarial, comprenant les charges mentionnées de 1) à 6), du personnel spécifique visé à l'article 992 §12, détaché au sein de l'entreprise de travail adapté par la personne morale de droit public dans le cadre d'une convention écrite, est également admissible pour justifier la subvention visée à l'article 1021.

Ne sont pas admissibles pour la rémunération du personnel spécifique visé à l'article 992 §12 :

- 1) la rémunération des heures supplémentaires ;
- 2) les indemnités de rupture et les préavis non prestés ;
- 3) les charges relatives aux prestations du personnel d'encadrement des personnes handicapées en section d'accueil et de formation visées à l'article 1043.

Autres coûts admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1021 :

- 1) le coût des formations en lien avec l'accompagnement de travailleurs de production ;
- 2) les coûts liés à l'adaptation des équipements existants, à l'acquisition de nouveaux équipements ou à l'acquisition et à la validation de logiciels destinés à être utilisés par les travailleurs de production, notamment des outils technologiques adaptés ou d'assistance, qui s'ajoutent à ceux que l'entreprise de travail adapté aurait supportés s'il avait employé des travailleurs ne souffrant pas d'un handicap ;

- 3) les coûts directement liés au transport de travailleurs de production vers le lieu de travail et dans le cadre de leurs activités professionnelles (Abonnement social et transport collectif).

L'entreprise de travail adapté doit justifier l'adéquation des dépenses visées aux points 1) à 3) avec le handicap de ses travailleurs.

Sont déduits des coûts admissibles :

- 1) les subventions obtenues des pouvoirs publics et autres interventions lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1021 ;
- 2) les intérêts créditeurs générés par le compte bancaire spécifique visé à l'article 992 § 16.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 5 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

« Annexe 95/4

Intervention dans le coût salarial visé à l'article 1046/2

Sont admissibles pour les membres du personnel visés à l'article 1043 :

- 1) Le montant annuel de la rémunération ;
- 2) Les montants visés au point 1) sont réduits au prorata du temps de travail effectif ;
- 3) Le montant des cotisations de sécurité sociale afférentes aux rémunérations précitées.

La subvention annuelle sur laquelle porte l'intervention ne peut être supérieure aux montants suivants :

- a) Moniteur 42.764,28 euros ;
- b) Ergothérapeute : 51.929,30 euros

Cette limite est indexée conformément aux dispositions de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 107,20 (base 2013) en date du 1er avril 2020.

Sont déduites du coût salarial, les subventions obtenues des pouvoirs publics et autres interventions lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes coûts que ceux admissibles pour les membres du personnel visés à l'article 1043.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33640]

16 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 651/2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 283, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, bij het decreet van 3 december 2015 en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 en bij het decreet van 3 december 2020;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 december 2020;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 7 januari 2021;

Gelet op het rapport van 10 december 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2016 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies nr. 69.192/4 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 109/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 7 juli 2021;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 15 juli 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006, goedgekeurd op 3 juli 2009 door België;

Gelet op het advies van het branchecomité "Handicap", gegeven op 17 december 2020;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In het reglementair deel van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, en Titel XIV, wordt het woord "AWIPH" vervangen door het woord "Agentschap".

Art. 3. Artikel 991 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 991. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° productiewerknemer: elke gehandicapte persoon in de zin van artikel 261 van het decreetgevend deel van het Wetboek, van wie de tussenkomstbeslissing van het Agentschap, rekening houdend met de in de artikelen 991/1 en 991/2 geregelde voorafgaande en aanvullende toelatingsvoorwaarden, vaststelt dat zij geschikt is voor tewerkstelling in een bedrijf voor aangepast werk en die een productieactiviteit uitoefent binnen het bedrijf voor aangepast werk;

2° specifiek personeel: personeel dat belast is met het verschaffen van een minimumniveau van begeleiding aan productiewerknemers overeenkomstig de bepalingen van artikel 992, § 12 ;

3° beroepsaanpassingscontract : het beroepsaanpassingscontract bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk V van titel IX van boek V van het tweede deel van dit Wetboek of elke daarop volgende beschikking;

4° directeur : de natuurlijke persoon bezoldigd om die functie te vervullen en bevoegd om, krachtens een geschreven overdracht van bevoegdheden door de raad van bestuur of het besluitorgaan en onder zijn verantwoordelijkheid, het dagelijkse beheer van het bedrijf voor aangepast werk waar te nemen, hoe dan ook wat betreft :

a) het personeelsbeheer;

b) het financieel beheer;

c) de toepassing van de geldende regelgevingen;

d) de vertegenwoordiging van het bedrijf voor aangepast werk in zijn relaties met het Agentschap;

5° maatschappelijk werker : de natuurlijke persoon die houder is van een diploma van maatschappelijk assistent;

6° begeleidingsdienst: de begeleidingsdienst erkend door het Agentschap overeenkomstig artikel 283 van Deel II van het decreetgevend deel van het Wetboek;

7° Valoriseerbare uren: betaalde uren van de werknemer, betaald door het bedrijf voor aangepast werk, die overeenkomen met de werkelijk gewerkte uren vermeerderd met de uren van gewaarborgd loon, "feestdagen", "kort verzuim" en "jaarlijkse vakantie";

8° gemiddeld compensatiepercentage: het gemiddelde van de compensatiepercentages van de productiewerknemers in een bedrijf voor aangepast werk in het jaar N-1 ;

9° valide werknemer: die geen enkele erkenning geniet die verband houdt met een handicap;

10° begeleider : een arbeider die toezicht houdt op de productiewerknemers overeenkomstig de functie-indeling bepaald in artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juni 2001 van het Paritair Subcomité 327.03 betreffende de indeling van de functies en de barema's voor sommige personeelsleden.

In afwijking van het eerste lid, 5°, wordt met een maatschappelijk werker als bedoeld in het eerste lid, 5°, gelijkgesteld degene die voor de inwerkingtreding van dit besluit de functie van maatschappelijk werker bekleedde in een bedrijf voor aangepast werk, indien die persoon in het bezit is van het diploma van maatschappelijk werker, van gegradeerd maatschappelijk verpleger/verpleegster, of van een eindexamen of -getuigschrift van het universitair of niet-universitair hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist.

De persoon die in het bezit is van het diploma van maatschappelijk werker, van ergotherapeut, of van een eindexamen of -getuigschrift van het universitair of niet-universitair hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist, wordt gelijkgesteld met de maatschappelijk werker bedoeld in het eerste lid, 5°, op voorwaarde dat het bedrijf voor aangepast werk reeds beschikt over ten minste één maatschappelijk werker die houder is van het diploma van maatschappelijk assistent en die voltijds werkt. "[00e2][0080][0088]"

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt de onderafdeling 1 "Toelaatbaarheidsvoorwaarden" van afdeling 2 "Toelaatbaarheids- en erkenningsvoorwaarden" en met inbegrip van het huidige artikel 991/1, ingevoegd bij artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen door het volgende:

"Onderafdeling 1 Voorafgaande en bijkomende toelatingsvoorwaarden

A. Voorafgaande toelatingsvoorwaarden.

Art. 991/1. Naast de toelatingsvoorwaarden bedoeld in artikel 275 van het decreetgevend deel van het Wetboek, en onverminderd artikel 408, komt een persoon pas in aanmerking voor tewerkstelling in een bedrijf voor aangepast werk als zij in het bezit is van een van de volgende documenten:

1° een geldende beslissing van het Agentschap, van het "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, van de "Service bruxellois francophone des personnes handicapées", van "Bruxelles-Formation" of de "Dienststelle für selbstbestimmtes Leben der Deutschsprachigen Gemeinschaft", waaruit blijkt dat er sprake is van een handicap ;

2° een attest waaruit blijkt dat de persoon zijn schoolcursus hoogstens in het gespecialiseerde secundair onderwijs heeft beëindigd ;

3° een geldende beslissing afgeleverd door de Federale overheidsdienst Sociale Zekerheid tot bevestiging van de handicap waardoor de persoon een inkomensvervangende uitkering of een inschakelingsuitkering kan verkrijgen ;

4° een geldende beslissing afgeleverd door de Federale overheidsdienst Sociale Zekerheid tot bevestiging van de handicap waardoor de persoon verhoogde kinderbijslag kan verkrijgen ;

5° een rechterlijke beslissing of een geldende beslissing afgeleverd door de verzekeringsmaatschappij, het Federaal Agentschap voor beroepsrisico's, Fedris, tot bevestiging van minstens twintig percent blijvende arbeidsgeschiktheid ;

6° een geldende beslissing van het RIZIV tot toekenning van invaliditeitsuitkeringen ;

7° een geldende beslissing van de "ONEM", het "Arbeitsamt" van de Duitstalige Gemeenschap of van Actiris waarbij een verminderde beroepsbekwaamheid erkend wordt.

B. Bijkomende toelatingsvoorwaarden

Art. 991/2. Personen die voldoen aan een van de voorwaarden om in aanmerking te komen, bedoeld in artikel 991/1, eerste lid, en die voldoen aan ten minste een van de éénmalige criteria, bedoeld in 1°, of aan ten minste twee van de cumulatieve criteria, bedoeld in 2°, kunnen zich kandidaat stellen voor een baan in een bedrijf voor aangepast werk:

1° éénmalige criteria:

a) buitengewoon onderwijs van vorm 2 gevolgd hebben, zoals bepaald bij het decreet van 3 maart 2004 tot inrichting van het buitengewoon onderwijs;

b) ouder zijn dan vijftig jaar;

c) buitengewoon onderwijs van vorm 3 gevolgd hebben, zoals bepaald bij het decreet van 2004 maart tot inrichting van het buitengewoon onderwijs zonder de kwalificatie te hebben behaald;

d) minimaal negen punten hebben om in aanmerking te komen voor de integratietegemoetkoming;

e) een inkomensvervangende tegemoetkoming voor onbepaalde duur ontvangen;

f) een opvang- en vormingsafdeling in bedrijven voor aangepast werk hebben bijgewoond;

g) in een bedrijf voor aangepast werk als gesubsidieerd productiewerknemer hebben gewerkt, in welke regio dan ook;

h) van het Agentschap of een ander Belgisch fonds een gunstige beslissing hebben gekregen om in een bedrijf voor aangepast werk te werken;

2° cumulatieve criteria:

a) ouder zijn dan 45 jaar;

b) een cumulatieve periode van inactiviteit hebben van drie jaar of meer in de laatste vijf jaar;

c) geen hogere kwalificatie hebben dan het getuigschrift van basisonderwijs;

d) een opleiding hebben gevolgd in een aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling, na afloop waarvan het centrum tot de conclusie is gekomen dat de prognose voor de socioprofessionele inschakeling gunstig is, en geen werk hebben gevonden binnen een jaar na het einde van de postopleidingsperiode;

e) in de afgelopen vijf jaar ten minste twee keer zijn uitgevallen in een gewone baan ondanks de toepassing van compenserende vergoedingen, aanpassingen van de werkplek of beroepsaanpassingscontracten."

Art. 5. Artikel 992 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 992. § 1. Naast de algemene erkenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 467 tot en met 471 voldoen de bedrijven voor aangepast werk aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de paragrafen 2 tot 21.

§ 2. De bedrijven voor aangepast werk zijn hoofdzakelijk bestemd voor productiewerknemers.

§ 3 De bedrijven voor aangepast werk mogen niet meer dan dertig procent van de arbeidsgeschikte werknemers, met uitzondering van de werknemers die gedurende een ononderbroken periode van meer dan zes maanden ziek zijn, in dienst hebben in verhouding tot het aantal werknemers dat in dienst is op basis van een arbeidsovereenkomst of een beroepsaanpassingscontract.

In geval van tewerkstelling van valide interim-werknemers worden de uren die ze presteren omgezet in voltijds equivalent en in aanmerking genomen bij de bepaling van het percentage van 30 %.

§ 4 Bedrijven voor aangepast werk bieden :

1° aan productiewerknemers, een bezoldiging waarvan het uurloon niet lager mag zijn dan het uurloon dat voor hun beroeps categorie is vastgesteld door het paritair subcomité 327.03 ;

2° een valorisatie van hun vaardigheden, een voortgezette vorming, een aanpassing van de werkposten en een evolutieproces dat de bevordering van de productiewerknemer binnen het bedrijf voor aangepast werk of zijn integratie in de gewone werkomgeving mogelijk moet maken.

Met inachtneming van de bepalingen betreffende de bescherming van het privé-leven, houden de bedrijven voor aangepast werk een register of een individueel dossier bij waarin de in punt 2° bedoelde activiteiten geëvalueerd worden; Dit dossier wordt voor elke productiewerknemer bijgehouden en wordt aan het Agentschap ter beschikking gesteld in het kader van de controle op de naleving van de erkenningsnormen. Dit dossier omvat de aanpassingen van de werkpost voor de productiewerknemer, het aantal en de aard van de door de werknemer gevolgde opleidingen, zijn loopbaanontwikkeling binnen het bedrijf voor aangepast werk en de maatregelen die zijn genomen om zijn uiteindelijke integratie in de gewone werkomgeving te bevorderen. Een jaarlijkse evaluatie wordt aan het dossier toegevoegd en het wordt bewaard voor de duur van de arbeidsovereenkomst van de productiewerknemer.

§ 5. Onverminderd de bepalingen gericht op de wederinschakeling in het arbeidsproces van werkzoekenden, nemen de bedrijven voor aangepast werk alle werknemers in dienst met een arbeidsovereenkomst die beheerst wordt door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Stagiairs moeten een stageovereenkomst of een beroepsaanpassingscontract hebben.

§ 6. De bedrijven voor aangepast werk die minstens 2 werknemers tewerkstellen, moeten ten minste 20 % van de leidinggevende functies voorbehouden aan door het Agentschap erkende gehandicapte personen.

Een productiewerknemer die gedurende ten minste vijf jaar in de het bedrijf voor aangepast werk productieactiviteiten heeft verricht en die wordt bevorderd tot een leidinggevende functie, telt dubbel voor de vaststelling van het in lid 1 bedoelde percentage van twintig procent.

§ 7. De bedrijven voor aangepast werk beschikken over toegankelijkheidsvoorwaarden die in overeenstemming zijn met de handicap van de werknemers.

§ 8. Bedrijven voor aangepast werk worden beheerd door een vereniging zonder winstoogmerk, een coöperatieve vennootschap die als sociale onderneming is erkend, een stichting van openbaar nut, een particuliere stichting of een publiekrechtelijke rechtspersoon, en beschikken over technische, budgettaire en boekhoudkundige autonomie.

Hun administratief beheer is van dien aard dat zowel de uitvoering van hun taken als de controle daarop door het Agentschap mogelijk zijn.

De bedrijven voor aangepast werk beschikken over een constitutieve akte waarin melding wordt gemaakt van de persoon/personen die het bedrijf voor aangepast werk vertegenwoordigt (vertegenwoordigen) in andere handelingen dan die in verband met het dagelijkse beheer.

§ 1. Onverminderd de voorwaarden voor erkenning als sociale onderneming, mag de raad van bestuur of het beslissend orgaan de volgende personen niet omvatten:

1° personen van hetzelfde gezin, echtgenoten, wettelijke samenwonenden en bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, waarvan het aantal voor elk gezin hoger is dan een derde van het totaal aantal leden van het bestuurs- of beslissend orgaan;

2° personen die deel uitmaken van het personeel van het bedrijf voor aangepast werk.

De directeur van het bedrijf voor aangepast werk kan met raadgevende stem deelnemen aan elke vergadering van de raad van bestuur betreffende de organisatie van het centrum, behalve wat betreft de agendapunten waarover een belangenconflict bestaat.

§ 1. Indien de directeur, een bestuurder of een vennoot zakelijke betrekkingen onderhoudt met het bedrijf voor aangepast werk in zijn hoedanigheid van natuurlijke persoon of via een rechtspersoon waarvan hij de beheerder is, moet de directeur, de bestuurder of de vennoot het volgende bewijzen :

1° het behoud van de belangen van beide betrokken partijen;

2° de realiteit van de aan het bedrijf voor aangepaste werk geleverde prestaties;

3° de toegevoegde waarde van zijn prestaties voor het bedrijf voor aangepaste werk.

Indien een bestuurder of een vennoot rechtstreeks of onrechtstreeks een strijdig belang van vermogensrechtelijke aard heeft bij een beslissing of een verrichting die tot de bevoegdheid behoort van de Raad van Bestuur, moet hij dit meedelen aan de andere bestuurders vóór de Raad van Bestuur beraadslaagt.

De verklaring, samen met de redenen voor het strijdige belang van de betrokken bestuurder of vennoot, wordt opgenomen in de notulen van de raad van bestuur die de beslissing neemt.

Wanneer het bedrijf voor aangepast werk een of meer commissarissen heeft aangewezen, stelt de in lid 2 bedoelde directeur, bestuurder of vennoot hen van dit tegenstrijdig belang in kennis.

Met het oog op publicatie in het jaarverslag of, indien er geen verslag is, in een document dat samen met de jaarrekening moet worden neergelegd, beschrijft de raad van bestuur in de notulen :

1° de aard van de beslissing of de verrichting bedoeld in paragraaf 2 ;

2° de rechtvaardiging van de genomen beslissing;

3° de vermogensrechtelijke gevolgen voor het bedrijf voor aangepast werk

Het beheersverslag bevat de volledige notulen waarnaar wordt verwezen.

§ 11 Het bedrijf voor aangepast werk wordt geleid door een directeur,

1° hetzij houder van een universitaire diploma of van een diploma van het niet-universitaire hoger niveau;

2° hetzij geslaagd voor een examen van niveau 1 of 2+ in het openbaar ambt.

Bij zijn aanwerving verstrekt de directeur een kopie van zijn diploma.

In bedrijven voor aangepast werk die voor minder dan 91.000 punten zijn erkend, wordt de directeur ten minste halftijds in dienst genomen.

In bedrijven voor aangepast werk die voor 91.000 of meer punten zijn erkend, wordt de directeur voltijds in dienst genomen.

§ 12. Het bedrijf voor aangepast werk zorgt voor een minimale begeleiding van de in artikel 991/2 bedoelde productiewerknemers, met inachtneming van de volgende voorwaarden:

- 1° ten minste één maatschappelijk werker tewerkstellen voor elke begonnen schijf van 182.000 punten;
- 2° ten minste één begeleider tewerkstellen voor elke begonnen schijf van 27.000 punten;

De maatschappelijk werker is werkzaam in :

- 1° het begeleiden van productiewerknemers;
- 2° hen op te leiden voor de hun opgedragen taken; en,
- 3° de nodige diensten verlenen voor de inschakeling van de productiewerknemer in de onderneming met betrekking tot zijn handicap, met inbegrip van de contacten tussen de productiewerknemer, zijn familie of de betrokken sociale diensten en het bedrijf voor aangepast werk.

De maatschappelijk werker wordt betrokken bij de beoordeling van de beroepsbekwaamheid van de productiewerknemer als bedoeld in artikel 1010.

De functie van maatschappelijk werker is onverenigbaar met de functies van directeur en begeleider als bedoeld in § 11 en § 1, 2°, respectievelijk, en met de functie van human resources manager.

§ 1. Het bedrijf voor aangepast werk maakt voor het personeel bedoeld in § 12 en het personeel bedoeld in artikel 1043 een plan voor voortgezette opleiding op dat minimum twee jaar duurt.

Het plan voor voortgezette opleiding is erop gericht de vaardigheden van het specifieke personeel en van het personeel dat de gehandicapten begeleidt in de afdeling opvang en opleiding, op peil te houden:

- 1° wat betreft de veranderende behoeften van het bedrijf voor aangepast werk;
- 2° wat betreft de kennis van de gehandicapte persoon en zijn sociale begeleiding.

Elk specifiek personeelslid bedoeld in § 12 en personeel bedoeld in artikel 1043 moet over de duur van het vormingsplan gemiddeld minstens vier dagen deelnemen aan voortgezette vormingsactiviteiten.

Met uitzondering van de opleidingen georganiseerd door het Agentschap, wordt het programma van die dagen uiterlijk één jaar vóór de organisatie ervan ter goedkeuring voorgelegd aan het Agentschap.

§ 14. Het bedrijf voor aangepast werk moet voldoen aan alle wettelijke en reglementaire verplichtingen waaraan zij is onderworpen en moet een document overleggen dat minder dan een jaar geleden is afgegeven door de gewestelijke brandweerdienst en waarin wordt verklaard dat de gebouwen en installaties voldoen aan de veiligheidsnormen of, indien dit niet het geval is, toestemming geven voor de voortzetting van de activiteiten.

§ 15. Het bedrijf voor aangepaste werk voert een boekhouding overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van economisch recht en presenteert de rekeningen op basis van het genormaliseerd minimum rekeningenstelsel dat van toepassing is op bedrijven voor aangepast werk volgens het door het Agentschap meegedeelde model.

§ 16. Het bedrijf voor aangepast werk opent een afzonderlijke rekening bij een in België gevestigde bankinstelling, specifiek voor de betaling van de subsidies van het Agentschap. Deze rekening wordt gedebiteerd voor het bedrag van de door de subsidies van het Agentschap gedekte betalingen. De renteopbrengsten van deze rekening vormen ontvangsten die van de in artikel 1021 bedoelde subsidie kunnen worden afgetrokken.

§ 17. Het bedrijf voor aangepast werk onderwerpt zich aan de controle van het Agentschap.

Het bedrijf verschaft het Agentschap alle bewijsstukken die het nodig heeft om zijn toezicht uit te oefenen, met name :

- 1° de jaarrekeningen, zoals bepaald door het Agentschap, samen met het verslag van een bedrijfsrevisor;
- 2° een beheersplan in geval van een exploitatieverlies en een reconversieplan in verlieslatende sectoren in geval van twee opeenvolgende exploitatieverliezen;
- 3° een sociaal verslag naar het door het Agentschap opgemaakte model.

§ 18. Het bedrijf voor aangepast werkt vermeldt het erkenningsnummer op alle akten en documenten die uitgaan van het bedrijf voor aangepast werk. De erkenning moet eveneens zichtbaar aangeplakt worden, zowel binnen als buiten het bedrijf.

§ 19. Het bedrijf voor aangepast werk gaat een partnerschapsovereenkomst aan met minstens twee begeleidingsdiensten.

§ 20. Het bedrijf voor aangepast werkt bevordert de oprichting van een netwerk tot samenwerking met de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs die sociaal-professionele inschakeling mogelijk maken voor leerlingen die het onderwijs voor sociaal-professionele aanpassing gevolgd hebben.”.

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt afdeling 3 “Subsidiëring”, bestaande uit de artikelen 993 tot 1037, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 mei 2014, 12 juni 2014 en 19 oktober 2017, vervangen door wat volgt:

“Afdeling 3 - Subsidiëring

Onderafdeling 1 - Algemene verleningsvoorwaarden

Art. 993. De steun verleend overeenkomstig deze afdeling wordt toegekend overeenkomstig de voorwaarden van hoofdstuk I en de artikelen 33 en 34 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 994 Het voordeel van de krachtens deze afdeling toegekende financiering strekt zich niet uit tot ondernemingen in moeilijkheden indien zij steun ontvangen aan ondernemingen in moeilijkheden als bedoeld in artikel 1, lid 4, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 995. De toelagen bedoeld in deze afdeling worden slechts verleend als het bedrijf voor aangepast werk :

- 1° aan de in artikel 992 bedoelde erkenningsvoorwaarden voldoet;
- 2° de jaarrekeningen uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar aan het Agentschap overmaakt, samen met een verslag van de bedrijfsrevisor waarbij de rekeningen worden gecertificeerd en eventueel gerectificeerd;

3° de diensten van het Agentschap in staat stelt ter plaatse na te gaan of zijn verklaringen reëel zijn en waarvoor het de toegekende toelagen bestemt, en te dien einde alle registers, boeken, standen, boekhoudstukken, briefwisseling en andere nuttige stukken ter inzage legt.

4° binnen zeven dagen na de indiensttreding van de productiewerknemer het Agentschap een kennisgeving van toetreding tot het bedrijf voor aangepast werk toezendt, zodat de subsidies kunnen worden berekend. Deze aankondiging van binnenkomst bevat de volgende gegevens: naam, voornaam, geslacht, hoofdverblijfplaats, erkenningsnummer van het Agentschap, aard van de opdracht waarvoor de persoon is aangeworven en de datum waarop de opdracht effectief is ingegaan;

5° een vestiging of filiaal heeft op het grondgebied van het Franse taalgebied ;

6° niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een nog lopend bevel tot terugvordering in een eerdere beslissing van de Europese Commissie waarbij de steun onrechtmatig en onverenigbaar met de interne markt is verklaard, met uitzondering van steunregelingen die bestemd zijn tot herstel van de schade veroorzaakt door bepaalde natuurrampen;

7° niet het voorwerp heeft uitgemaakt van nog lopend bevel tot terugvordering van ad-hocsteun in de zin van artikel 1, lid 4, onder b), van Verordening (EU) nr. 651/2014.

Art. 996. Het bedrijf voor aangepaste werk beschikt over een termijn van 30 dagen om de op grond van deze afdeling toegekende steun te betwisten door elk middel dat een vaste datum verleent aan de ontvangst ervan.

Art. 997. De bepalingen van deze afdeling zijn niet van toepassing op de bij beroepsaanpassingscontract in dienst genomen gehandicapte personen.

Onderafdeling 2 - Puntendoelstelling

A. Algemene bepalingen

Art. 998. De Minister geeft het bedrijf voor aangepast werk een puntendoelstelling om te bereiken.

Om het reeds bestaande bedrijf voor aangepast werk op 1 januari 2021 de garantie van de vorige middelen te geven, worden de puntendoelstellingen vastgesteld op basis van de financiële middelen die door het Agentschap aan elk bedrijf voor aangepast werk worden toegekend en het aantal door zijn productiewerknemers gewerkte uren gedurende het jaar 2019.

De puntendoelstellingen die vanaf 1 januari 2021 en voor de eerste periode van drie jaar gelden, staan in bijlage 95/1.

Art. 999. Voor de erkenning van nieuwe bedrijven voor aangepast werk na 1 januari 2021 stelt de minister de puntendoelstelling vast overeenkomstig de aanvullende begrotingskredieten die hiervoor worden uitgetrokken.

Art. 1000. Het punt komt overeen met één valoriseerbaar uur voor een productiewerknemer en is afhankelijk van zijn of haar beroepsbekwaamheid, beoordeeld overeenkomstig de artikelen 1010 tot en met 1014.

De punten die niet zijn toegekend na afloop van een waarnemingsperiode, worden toegekend in de loop van de volgende waarnemingsperiode overeenkomstig de bepalingen bedoeld in de artikelen 1007 tot 1009.

B. Waarneming van het aantal gepresteerde punten

Art. 1001. Het bereiken van de puntendoelstelling wordt waargenomen over een periode van drie volle kalenderjaren, met name de waarnemingsperiode N.

Art. 1001/1. In afwijking van artikel 1001 wordt de verificatie van het gebruik van de punten die zijn toegekend na de beëindiging van de activiteiten van een bedrijf voor aangepast werk, uitgevoerd aan het einde van de lopende waarnemingsperiode N. Indien dit geen volledig kalenderjaar omvat, wordt de lopende waarnemingsperiode N voor deze extra punten verlengd met de waarnemingsperiode N+1.

Art. 1002. Het bedrijf voor aangepast werk zendt het Agentschap, op basis van het door het Agentschap verstrekte model, uiterlijk op 31 maart volgend op het begrotingsjaar de in artikel 991 7° bedoelde jaarlijkse opgave van de valoriseerbare uren toe. Aan de hand van deze jaarlijkse verklaring kan het Agentschap jaarlijks nagaan of de aan het bedrijf voor aangepast werk toegekende puntendoelstelling zijn gehaald. Deze jaaropgave bevat naam, voornaam, functie van de productiewerknemer, zijn betaalde en werkelijk gewerkte uren, zijn uren met gewaarborgd loon, zijn "feestdagen", "kort verzuim" en "jaarlijkse vakantie".

Art. 1003. Aan het einde van de waarnemingsperiode N berekent het Agentschap het aantal punten dat door de bedrijf voor aangepast werk is gebruikt en stelt het het bedrijf voor aangepast werk daarvan in kennis.

Art. 1004. Indien aan het einde van de waarnemingsperiode N het gemiddelde van de cumulatieve punten van het bedrijf voor aangepast werk minder dan 90% van de toegewezen puntendoelstelling bedraagt, wordt zijn puntendoelstelling voor de volgende waarnemingsperiode verhoudingsgewijs verminderd.

C. Valorisatie van de punten

Art. 1005. De valorisatie van de waargenomen punten wordt bepaald door de valoriseerbare uren van de productiewerknemers te vermenigvuldigen met de waarde van één uur.

Art. 1006. De waarde van een uur dat overeenkomt met een valoriseerbaar uur wordt als volgt bepaald:

Compensatiepercentage voor de handicap van de werknemer Bedoeld in de artikelen 1010 tot 1014	Waarde van een uur
45%	0,75
57,5%	1
67,5%	1,25
75%	1,50

D. Verdeling van de niet gebruikte punten

Art. 1007. Aan het einde van elke waarnemingsperiode N verdeelt de Minister voor de volgende waarnemingsperiode (N+1) de ongebruikte punten opnieuw.

Niet-gebruikte punten worden toegekend aan de bedrijven voor aangepast werk die een overschot aan punten hebben voor de waarnemingsperiode N.

Art. 1007/1. In afwijking van artikel 1007 worden in geval van beëindiging van de werkzaamheden van een bedrijf voor aangepast werk de punten van dat bedrijf voor aangepast werk bij voorrang toegewezen aan de bedrijven voor aangepast werk die de productiewerknemers van het stilgelegde bedrijf voor aangepast werk in dienst nemen.

Deze punten worden toegekend in verhouding tot het aantal in dienst genomen productiewerknemers.

Aan het einde van de waarnemingsperiode N worden deze extra punten in afwijking van artikel 1004 verworven voor de waarnemingsperiode N+1, op voorwaarde dat de werknemer die recht heeft gegeven op de toekenning van deze extra punten, gedurende ten minste één jaar in dienst is gebleven en dat het gebruik van al deze extra punten gerechtvaardigd is.

Art. 1008. Voor het bedrijf voor aangepast werk dat minder dan vijftig productiewerknemers in dienst heeft of productiewerknemers waarvan het gemiddelde vergoedingspercentage hoger is dan het waargenomen sectorgemiddelde gedurende dezelfde periode, wordt het aantal waargenomen en voor de waarnemingsperiode N opgetelde overschrijdingspunten vermenigvuldigd met een coëfficiënt van 1,25.

Het aantal punten dat wordt toegekend als gevolg van de in artikel 1007 bedoelde verdeling, mag echter niet groter zijn dan het aantal overtollige punten van het bedrijf voor aangepast werk.

Art. 1009. De verdeling van de ongebruikte punten aan het einde van de waarnemingsperiode N geschiedt naar rato van het aantal overtollige punten van elk bedrijf voor aangepast werk voor de waarnemingsperiode N.

Het resultaat van de verdeling wordt afgerond.

Onderafdeling 3 - De beroepsbekwaamheid van de productiewerknemer

Art. 1010. De beoordeling van de beroepsbekwaamheid heeft ten doel het bedrag van de door het Agentschap aan een productiewerknemer toegekende vergoeding te bepalen overeenkomstig de in bijlage 95 vastgestelde regels. Dit compensatiepercentage is het percentage van de tussenkomst van het Agentschap in de loonkosten van de productiewerknemers.

Een voorstel voor de beoordeling van de beroepsbekwaamheid van de productiewerknemer wordt door het bedrijf voor aangepast werk afgegeven op basis van het beoordelingschema in bijlage 95.

De beoordeling wordt niet eerder dan twee maanden en niet later dan drie maanden na de indienstneming van de productiewerknemer aan het Agentschap toegezonden.

Ten vroegste drie maanden nadat de productiewerknemer in dienst is genomen, onderzoekt het Agentschap het voorstel dat door het bedrijf voor aangepaste werk is ingediend.

Het Agentschap valideert het voorstel of stelt, in geval van onenigheid, het compensatiepercentage vast na overleg met het bedrijf.

Het Agentschap deelt zijn beslissing mee aan het bedrijf voor aangepast werk en de productiewerknemer.

Alleen het personeel van het bedrijf voor aangepast werk dat met deze beoordeling is belast en het personeel van het Agentschap dat tot taak heeft deel te nemen aan de beoordeling van de beroepsbekwaamheid van productiewerknemers, hebben toegang tot deze beoordeling.

De beoordeling van de beroepsbekwaamheid wordt toegezonden aan de betrokken productiewerknemer. De productiewerknemer kan vragen om eventuele relevante opmerkingen over de beoordeling in de kantlijn te noteren.

Art. 1011. § 1. Indien de door het bedrijf voor aangepast werk beoordeelde beroepsbekwaamheid van de productiewerknemer resulteert in een compensatiepercentage van 67,5%, stelt het bedrijf voor aangepast werk een verantwoordingsverslag op aan de hand van het door het Agentschap opgestelde model en zendt het dit samen met de in artikel 1010 bedoelde beoordeling aan het Agentschap.

§ 2. Wanneer de door het bedrijf voor aangepast werk beoordeelde beroepsbekwaamheid van de productiewerknemer resulteert in een compensatiepercentage van 75%, zendt het bedrijf voor aangepast werk het Agentschap naast het in § 1 bedoelde verantwoordingsverslag en de in artikel 1010 bedoelde beoordeling, een verslag toe waarin de genomen specifieke ondersteunende maatregelen worden vermeld.

Art. 1012. § 1. Het compensatiepercentage voor een productiewerknemer die op basis van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur of een vervangingscontract voor een periode van drie maanden of minder is aangesteld en van wie de beroepsbekwaamheid niet kon worden beoordeeld en gevalideerd, is beperkt tot 57,5%.

§ 1. Het Agentschap kan besluiten hetzelfde gevalideerde compensatiepercentage voor een productiewerknemer te handhaven wanneer deze na een onderbreking van ten hoogste negen maanden terugkeert naar een identieke functie in hetzelfde bedrijf voor aangepast werk.

Art. 1013. Met het oog op het aan het werk houden van oudere werknemers wordt een productiewerknemer die aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

1° beschikken over een anciënniteit van minstens 10 jaar binnen het bedrijf voor aangepast werk en een compensatiepercentage van 67,5% rechtvaardigen;

1° beschikken over een anciënniteit van minstens 15 jaar binnen het bedrijf voor aangepast werk en een compensatiepercentage van 57,5% of meer rechtvaardigen;

3° beschikken over een anciënniteit van minstens 25 jaar binnen het bedrijf voor aangepast werk.

ontvangt het compensatiepercentage dat het eerstvolgende hoger is dan het percentage dat hem op basis van de in bijlage 95 bedoelde evaluatieschaal wordt toegekend.

Art. 1014. De beroepsbekwaamheid van de productiewerknemer wordt ten minste om de zes jaar of op ieder moment op verzoek van het bedrijf voor aangepast werk opnieuw beoordeeld door het Agentschap.

Onderafdeling 4 - Subsidiecategorieën

A. Algemene bepalingen

Art. 1015. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten worden aan de bedrijven voor aangepast werk de volgende subsidies toegekend:

1° een subsidie ter compensatie van de handicap van de productiewerknemers, op voorwaarde dat, wanneer de aanwerving niet leidt tot een nettotoename, in vergelijking met het gemiddelde van de 12 voorafgaande maanden, van het aantal werknemers van de betrokken onderneming, de vacature(s) is ontstaan ten gevolge van ontslag op initiatief van de werknemer, arbeidsongeschiktheid, ouderdomspensionering, vermindering van de werktijd op initiatief van de werknemer of gewettigd ontslag om dringende redenen, en niet ten gevolge van afvloeiingen ;

2° een subsidie ter dekking van de specifieke kosten van de begeleiding van de productiewerknemers.

B) Subsidie ter compensatie van de handicap van productiewerknemers

Art. 1016. De subsidie ter compensatie van arbeidsongeschiktheid is bestemd ter dekking van de loonkosten van productiewerknemers die beschikken over een geldige overeenkomst tot tewerkstelling in een bedrijf voor aangepast werk, die door het Agentschap is afgegeven overeenkomstig de artikelen 991/1 en 991/2.

Art. 1017. Het bedrag van de in artikel 1016 bedoelde subsidie wordt verkregen door de puntdoelstelling van een bedrijf voor aangepast werk, zoals dat voor elke bedrijf voor aangepast werk in bijlage 95/1 is vastgesteld, te vermenigvuldigen met de waarde van het in artikel 1018 omschreven punt.

Art. 1018. De waarde van het in artikel 1017 bedoelde punt wordt vastgesteld op 9,4560 euro.

Dat bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en gekoppeld aan de spilindex 107,20 (basis 2013) op 1 april 2020.

Art. 1019. De in artikel 1016 bedoelde subsidie wordt tijdens het toekenningsjaar maandelijks als voorschot uitgekeerd.

De maandelijks afbetalingen worden automatisch door het Agentschap aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen van de ambtenaren.

Art. 1020. Het bedrijf voor aangepast werk dat de in artikel 1016 bedoelde subsidie ontvangt, zendt het Agentschap jaarlijks uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar een dossier toe waarin het gebruik van de subsidie wordt verantwoord.

Dit dossier bestaat uit de volgende documenten:

1° een samenvattende tabel volgens het door het Agentschap opgestelde model met alle loonkosten per productiewerknemer en alle werkgelegenheidssteun en tussenkomsten van de overheid ontvangen voor de overeenkomstige werknemers;

2° kopieën van de individuele rekeningen van de productiewerknemers. Een individuele rekening is een gegevensblad dat voor elke werknemer de volgende informatie bevat: naam, voornaam, adres, geboortedatum, burgerlijke staat en gezinslasten, status binnen het bedrijf voor aangepast werk, gewerkte en betaalde uren, en bezoldiging. Deze gegevens zijn van essentieel belang voor de berekening van de in aanmerking komende subsidie per productiewerker. Zij worden bewaard overeenkomstig artikel 1026/4.

C) Een subsidie ter dekking van de specifieke kosten van de begeleiding van de productiewerknemers.

Art. 1021. De subsidie ter dekking van de specifieke kosten van de begeleiding van productiewerknemers dekt de uitgaven van het bedrijf voor aangepast werk om een geschikt kader en een geschikte werkomgeving voor productiewerknemers te garanderen.

Art. 1022. Het bedrag van de in artikel 1021 bedoelde subsidie wordt verkregen door de puntdoelstelling van een bedrijf voor aangepast werk, zoals dat voor elke bedrijf voor aangepast werk in bijlage 95/1 is vastgesteld, te vermenigvuldigen met de waarde van het in artikel 1023 omschreven punt.

Art. 1023. De waarde van het punt voor de subsidie als bedoeld in artikel 1021 wordt vastgesteld op 1,8204 euro.

Dat bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en gekoppeld aan de spilindex 107,20 (basis 2013) op 1 april 2020.

Art. 1024. De in artikel 1021 bedoelde subsidie wordt tijdens het toekenningsjaar maandelijks als voorschot uitgekeerd.

De maandelijks afbetalingen worden automatisch door het Agentschap aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen van de ambtenaren.

Art. 1025. Het bedrijf voor aangepast werk dat de in artikel 1021 bedoelde subsidie ontvangt, legt op verzoek van het Agentschap alle bewijsstukken over die nodig zijn voor de controle op het gebruik van de subsidie.

D) Controle en terugvorderingen

Art. 1026. Aan het einde van elk jaar verricht het agentschap een controle van het gebruik van de in de artikelen 1016 en 1021 bedoelde subsidies.

Art. 1026/1. Het Agentschap gaat na of de subsidiabele kosten worden gestaafd door duidelijke, specifieke en actuele bewijsstukken.

Art. 1026/2. Het Agentschap gaat met name na of de subsidies de volgende bedragen niet overschrijden:

1° wat de subsidies ter compensatie van de handicap van productiewerknemers betreft: 10 miljoen per bedrijf per jaar;

2° met betrekking tot de cumulatie van subsidies ter compensatie van de meerkosten die specifiek verbonden zijn aan de begeleiding van productiewerknemers en subsidies ter compensatie van de meerkosten die specifiek verbonden zijn aan de begeleiding van gehandicapten in de opvang- en vormingsafdeling: 10 miljoen per bedrijf per jaar;

Art. 1026/3. Wat de compensatie wegens handicap van productiewerknemers betreft, mag het gecumuleerde bedrag dat overeenkomstig de bepalingen van afdeling 3 en andere gewestelijke, communautaire en federale bepalingen aan het bedrijf voor aangepast werk wordt toegekend, per productiewerknemer niet meer bedragen dan 75 % van de in aanmerking komende loonkosten als bedoeld in bijlage 95/2.

Bij wijze van uitzondering kan de compensatie van de handicap voor productiewerknemers worden gecumuleerd met andere steun die is vrijgesteld op grond van Verordening (EU) nr. 651/2014 waarbij bepaalde categorieën steun met de interne markt verenigbaar worden verklaard, en aldus de drempel van 75% van de loonkosten overschrijden, mits deze cumulatie niet leidt tot een steunintensiteit van meer dan 100% van de loonkosten gedurende een periode waarin de betrokken werknemers in dienst zijn.

Wat betreft de compensatie van kosten die specifiek verband houden met de begeleiding van productiewerknemers, mag de som van de bedragen die uit hoofde van de bepalingen van afdeling 3 en andere gewestelijke, communautaire en federale bepalingen aan het bedrijf voor aangepast werk worden toegekend, niet meer bedragen dan honderd procent van de in bijlage 95/3 bedoelde in aanmerking komende kosten.

Steun voor identificeerbare in aanmerking komende kosten die is vrijgesteld op grond van Verordening (EU) nr. 651/2014 waarbij bepaalde categorieën steun verenigbaar met de interne markt worden verklaard, mag worden gecumuleerd met elke andere staatssteun, mits deze betrekking heeft op verschillende identificeerbare in aanmerking komende kosten.

Art. 1026/4. Het Agentschap bewaart de informatie en bewijsstukken die nodig zijn om vast te stellen of aan deze reglementering is voldaan.

Deze informatie wordt gedurende tien jaar na de laatste toegekende subsidie bewaard en kan aan de Europese Commissie worden meegegeeld.

Art. 1027. § 1. Ter motivering van de in artikel 1016 bedoelde subsidie aanvaardt het Agentschap de loonkosten van de in bijlage 95/2 bedoelde productiewerknemers.

§ 2. Het totaalbedrag van de in aanmerking komende loonkosten voor het boekjaar voor elke productiewerknemer wordt vermenigvuldigd met het vergoedingspercentage voor de handicap van de werknemer, vastgesteld volgens zijn of haar beroepsbekwaamheid overeenkomstig de artikelen 1010 tot en met 1014.

Art. 1028. Ter motivering van de in artikel 1021 bedoelde subsidie aanvaardt het Agentschap de in bijlage 95/3 bedoelde kosten.

Art. 1029. Aan het einde van elke periode van drie jaar vordert het Agentschap, in voorkomend geval, het deel van de subsidies terug dat niet is gebruikt voor in aanmerking kosten, zoals omschreven in de artikelen 1027 en 1028, of dat de drempels van de artikelen 1026/2 en 1026/3 overschrijdt.

E) Verandering van door het Agentschap gesubsidieerde goederen

Art. 1030. § 1. Het bedrijf voor aangepast werk mag zonder voorafgaande vergunning van het Agentschap niet overgaan tot de verandering van bestemming noch de bestemming van de gesubsidieerde goederen wijzigen. Zoniet moet het bedrijf het totaalbedrag van de gekregen subsidie terugbetalen.

§ 2. In geval van toegelaten verandering van bestemming of wijziging van bestemming van een gesubsidieerd goed moet het bedrijf voor aangepast werk het niet-afgeloste gedeelte van de subsidie of, bij verkoop, het percentage van de verkoopprijs overeenstemmend met het percentage waarop het goed is gesubsidieerd met maximum de gekregen subsidie en minimum het niet-afgeloste gedeelte ervan aan het Agentschap terugbetalen.

§ 3. Het bedrijf voor aangepast werk moet niet tot de in § 2 bedoelde terugbetaling overgaan, als het overeenstemmende bedrag opnieuw zal dienen voor de financiering van een vervangingsinvestering of een investering die kadert in een herstel.

§ 4. Bij een vereffeningprocedure voor een bedrijf voor aangepast werk mag het Agentschap de overheveling machtigen van het gehele of gedeeltelijke bedrag van de terugbetaling waarvan sprake in § 2 aan het bedrijf voor aangepast werk dat een deel van de of alle activiteiten van het bedrijf voor aangepast werk in vereffening overneemt, voor zover het bedrijf voor aangepast werk zich ertoe verbindt dat bedrag toe te rekenen op de financiering van de investeringen die vereist zijn voor de heropstarting van de activiteiten.

Die overheveling gebeurt met inachtneming van de wettelijke procedures inzake vereffening en de juridische aard van de bedrijven voor aangepast werk.”.

Art. 7. In hetzelfde wetboek wordt onderafdeling 1 “Algemene bepaling” van afdeling 4 “Opvang- en vormingsafdelingen” en met inbegrip van het huidige artikel 1038, gewijzigd bij artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen door wat volgt:

Onderafdeling 1 - Algemene bepalingen

Art. 1038. De steun verleend overeenkomstig deze afdeling wordt toegekend overeenkomstig de voorwaarden van hoofdstuk I en de artikelen 33 en 34 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 1038/1. Binnen de bedrijven voor aangepast werk kan een opvang- en vormingsafdeling opgericht worden voor personen die wegens hun handicap een aanpassingsperiode nodig hebben om hun beroepsvaardigheden te verbeteren, hoewel ze de vereiste lichamelijke, geestelijke en beroepsbekwaamheden hebben.

Die personen voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° hetzij buitengewoon onderwijs van vorm 2 gevolgd hebben, zoals bepaald bij het decreet van 3 maart 2004 tot inrichting van het buitengewoon onderwijs;

2° hetzij een gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 gevolgd hebben zoals bedoeld in het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zonder de kwalificatie te hebben behaald en het bewijs overleggen van een ononderbroken inactiviteitsperiode van meer dan één jaar bij de ondertekening van het beroepsaanpassingscontract ;

3° hetzij zes maanden vóór de datum van de ondertekening van het beroepsaanpassingscontract een opvangdienst of tehuis hebben bezocht die door de Minister op basis van de titels XI en XII is erkend. ».

Art. 7. Artikel 1042°, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Wanneer een onderneming die aangepast werk verricht, een opvang- en vormingsafdeling wenst op te richten of haar capaciteit wenst uit te breiden, dient zij daartoe een aanvraag in bij het Agentschap. Het Agentschap stelt de procedures voor de gunning van beroepsaanpassingscontracten vast. Het aantal gehandicapte personen dat in het kader van een beroepsaanpassingscontract in dienst wordt genomen, mag evenwel niet meer bedragen dan tien procent van het aantal productiewerknemers bedoeld in artikel 991, 1°.”.

Art. 8. Artikel 1044 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 1044. § 1. De ergotherapeut die belast is met de begeleiding van gehandicapte personen in de opvang- en vormingsafdeling, is in het bezit van een bachelordiploma ergotherapie of een gelijkwaardig diploma volgens de reglementering die van kracht is in de Federatie Wallonië-Brussel op het ogenblik dat het diploma wordt behaald.

§ 2. De instructeur die de begeleiding van de gehandicapte personen in de opvang- en vormingsafdeling waarneemt, moet het bewijs kunnen leveren van :

1° hetzij houder zijn van een eindstudiediploma of -getuigschrift van het al dan niet universitair hoger onderwijs, met educatieve, sociale, pedagogische of psychologische oriëntatie;

2° hetzij het bewijs leveren van minstens vijf jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie.”.

Art. 9. In artikel 1045 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "hij heeft o.a. als opdracht" vervangen door de woorden "het personeelslid dat belast is met de begeleiding van personen met een handicap in de opvang- en vormingsafdeling heeft als opdracht";

2° in paragraaf 2 wordt "1008, § 2" vervangen door "992, § 13, derde lid".

Art. 10. Artikel 1046 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 1046. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten en op basis van het in artikel 1043 bedoelde kader betaalt het Agentschap een maandelijks voorschot dat overeenkomt met het aantal voorziene voltijdequivalenten vermenigvuldigd met het in artikel 1046/2 bedoelde maximum van de jaarlijkse bezoldiging.

Art. 11. In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 1046/1 à 1046/4, luidend als volgt, ingevoegd:

"Art. 1046/1. Het bedrijf voor aangepast werk dat de in artikel 1046 bedoelde subsidie ontvangt, zendt het Agentschap jaarlijks uiterlijk drie maanden na het einde van het boekjaar een dossier toe waarin het gebruik van deze subsidie wordt verantwoord.

Het dossier bevat:

1° een samenvattende tabel, volgens het door het Agentschap opgestelde model, met alle in aanmerking komende loonkosten per lid van het leidinggevend personeel bedoeld in artikel 1043 en alle werkgelegenheidssteun en bijstand van andere overheden ontvangen voor elk lid van het leidinggevend personeel bedoeld in artikel 1043;

2° afschriften van de individuele rekeningen van de leden van het leidinggevend personeel bedoeld in artikel 1043.

Art. 1046/2. De tegemoetkoming voor de in artikel 1043 bedoelde personeelsleden wordt vastgesteld op honderd procent van de in bijlage 95/4 bedoelde loonkosten.

De tegemoetkoming van het Agentschap kan worden verleend voor voltijds begeleidingspersoneel tijdens de maand vóór de opening van een opvang- en vormingsafdeling.

Art. 1046/3. Het Agentschap vordert elk jaar het ongebruikte deel van de in de artikelen 1046 tot en met 1046/2 bedoelde subsidies terug.

Art. 12. In boek V, titel IX, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt afdeling 5 met de artikelen 1047 tot en met 1051 opgeheven.

Art. 13. Artikel 1053 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 1053. De bedrijven voor aangepast werk worden door het Agentschap gemachtigd om aannemingsovereenkomsten aan te gaan onder de volgende voorwaarden :

1° de gecreëerde arbeidsplaatsen zijn geen vervangingsbanen voor ontslagen in de externe onderneming;

2° de productiewerknemers blijven aan het bedrijf voor aangepast werk gebonden bij een arbeidsovereenkomst;

3° de productiewerknemers die met een aannemingsovereenkomst worden tewerkgesteld, hebben voordien minstens één maand in het bedrijf voor aangepast werk zelf gewerkt;

4° in afwijking van 3° is, in geval van nood aan vervanging of nood aan specifieke bekwaamheden, de aanwerving in een aannemingscontract van een personeelslid dat nog geen maand in de onderneming heeft gewerkt, mogelijk indien het bedrijf voor aangepast werk zich ertoe verbindt te zorgen voor een specifieke begeleiding;

5° wanneer een bedrijf voor aangepast werk een stageovereenkomst sluit met een stagiair die gebonden is door een overeenkomst met een door het Agentschap erkend centrum voor socioprofessionele inschakeling, mag de stage niet worden gelopen in een onderneming waarmee de bedrijf voor aangepast werk een aannemingsovereenkomst heeft gesloten;

6° het specifiek toezicht bedoeld in 4° kan bestaan uit een verhoogde aanwezigheid van de begeleider, of uit een interne opleiding;

7° zonder uit te sluiten dat algemene instructies nageleefd moeten worden en dat controle gevoerd wordt op de uitvoering van de vervulde taken ten einde de kwaliteit van het werk te coördineren en te waarborgen, mag er geen ondergeschiktheidsband bestaan tussen het externe bedrijf en het personeel van het bedrijf voor aangepast werk ;

8° de productiewerknemers worden verder betaald door het bedrijf voor aangepast werk;

9° het bedrijf voor aangepast werk sluit al naar gelang de risico's een verzekering tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg naar en van het werk;

10° het bedrijf voor aangepast werk geeft het Agentschap kennis van de naam van de verzekeraar alsook van de prijs gefactureerd aan het externe bedrijf ;

11° de onder 10° aangerekende prijs laat de financiering toe van de bezoldiging van de werknemer tegen het minimumuurloon van de eerste beroeps categorie, vastgesteld door het paritair subcomité 327.03, vermeerderd met de werkgeversbijdragen;

12° het bedrijf voor aangepast werk geeft de vakbondsafvaardiging kennis van elke aannemingsovereenkomst die gesloten wordt, van de lijst van de bij de overeenkomst betrokken werknemers, van de wijze waarop de begeleiding van die werknemers georganiseerd wordt en van de argumentering waaruit blijkt dat het werk voldoet aan het profiel van de werknemers ;

13° de toelating door het externe bedrijf van elke inspectie van het Agentschap in de lokalen voor de uitvoering van de werkzaamheden waarin de aannemingsovereenkomst voorziet.

14° de toezending van een bijlage waarin de externe onderneming wordt geïnformeerd over de werkgelegenheidssteun waarop zij een beroep kan doen bij de aanwerving van een gehandicapte werknemer, en waarvan het model door het Agentschap wordt bepaald."

Art. 14. In artikel 1054 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden in punt 6° de woorden "bedoeld in artikel 1004, paragraaf 1, 3°" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 992, § 12".

Art. 15. Artikel 1055 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art.1055. Het bedrijf voor aangepast werk zorgt er voortdurend voor dat elke werknemer in het externe bedrijf begeleid en gesuperviseerd worden door een in artikel 992, § 12, bedoeld personeelslid dat begeleidingsfuncties i.v.m. productie vervult, naar rato van één lid per 18.000 punten.

Indien de aannemingsovereenkomst minder dan 18 000 punten betreft, bezoekt het personeelslid dat leidinggevende taken als bedoeld in lid 1 verricht, ten minste eenmaal per week het werkterrein van het externe bedrijf en noteert hij zijn waarnemingen in een register.”.

Art. 16. In hetzelfde wetboek worden de artikelen 1386 tot en met 1391 vervangen door de volgende tekst:

“Art. 1386. De in artikelen 1043 bedoelde leden van het begeleidingspersoneel in dienst op 1 januari 2003, worden geacht te voldoen aan de kwalificatievoorwaarden die vastliggen in artikel 1044.

Art. 1387. Directeurs die vóór 1 januari 1997 in functie zijn, worden geacht te voldoen aan de in artikel 992, § 11, eerste lid, genoemde kwalificatie-eisen.

Art. 1388. Voor productiewerkers die vóór 1 januari 2021 in dienst zijn genomen en voor wie het Agentschap een loonderving heeft vastgesteld, is de in artikel 1010 bedoelde beroepsbekwaamheid het verschil tussen 100 en het vastgestelde percentage loonderving.

Deze beroepsbekwaamheid wordt opnieuw beoordeeld volgens de procedures van artikel 1014 van dit wetboek.

Het compensatiepercentage wordt vastgesteld overeenkomstig de regels van bijlage 95.

Art. 1389. Voor productiewerknemers die vóór 1 januari 2021 in dienst zijn genomen en voor wie het Agentschap een categorie A, B of C had vastgesteld, wordt de waarde van een valoriseerbaar uur met het oog op de in artikel 1005 bedoelde valorisering van punten als volgt vastgesteld

Categorie van handicap	Waarde van een uur
A	1
B	1,25
C	1,50

De beroepsbekwaamheid van de werknemers wordt opnieuw beoordeeld volgens de procedures van artikel 1014 van dit wetboek.

Art. 1390. Aan het einde van de eerste periode van drie jaar verricht het Agentschap een evaluatie van de geschiktheid van het in de artikelen 993 tot en met 1030 bedoelde systeem.

Art. 1391. Voor productiewerknemers die vóór de inwerkingtreding van dit besluit in aanmerking kwamen voor een onderhoudsregeling gebaseerd op de bepalingen bedoeld in de artikelen 1047 tot 1051, wordt het in artikel 1010 bedoelde compensatiepercentage vastgesteld op 75 procent.”.

Art. 17. De artikelen 1062 tot 1068 en artikel 1391 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 95 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 19. In hetzelfde Wetboek worden de bijlagen 95/1 tot 95/4 ingevoegd, die als bijlagen 2 tot 5 bij dit besluit gaan.

Art. 20. Bijlage 96 bij hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 21. Het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2011 betreffende de toepassing van de driedelige kaderovereenkomst voor de Waalse privé non profit sector 2010-2011 binnen de bedrijven voor aangepast werk wordt opgeheven.

Art. 22. Dit besluit heeft uitwerking op 1^{er} januari 2021.

Art. 23. De Minister die bevoegd is voor het Gehandicapttenbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

"Bijlage 95

Beoordeling van de beroepsbekwaamheid van werknemers die in een bedrijf voor aangepast werk werken (als bedoeld in artikel 1010)

Het Agentschap is verantwoordelijk voor het vaststellen van de beroepsbekwaamheid van de productiewerknemer die in aanmerking komt voor een subsidie op basis van de volgende criteria

A. Criteria

Evaluatie van beroepsbekwaamheid op grond van de criteria betreffende het gedrag van de productiewerknemer op zijn werk en van de criteria betreffende zijn vermogen om zich aan de eisen van de arbeidsmarkt aan te passen :

- **Punctualiteit - Regelmatigheid** (Naleving van de uurregeling, regelmatige aanwezigheid op het werk - ongeacht de aard van de afwezigheden)

Zeer goed.	regelmatige stiptheid en aanwezigheid
Gemiddeld	goede algemene stiptheid maar onregelmatige aanwezigheid of het omgekeerde
Onvoldoende	geen respect voor uurregelingen (komt zeer dikwijls te laat), onregelmatige aanwezigheid op het werk. Zeer hoog absentieïsme: meer dan 25% van de werktijd)

- **Sociabiliteit** (vermogen om positieve sociale contacten te leggen en te onderhouden in een professionele omgeving)

Zeer goed.	maakt spontaan positieve contacten in normale werkomstandigheden
Gemiddeld	heeft gewoonlijk positieve werkcontacten met anderen, maar zoekt ze niet op
Onvoldoende	is alleen in staat om alléén te werken zonder contact met anderen of gaat alleen werkrelaties met anderen aan op een uitsluitend confronterende manier

- **Begrijpen en opvolgen van instructies** (vermogen om instructies te begrijpen, te onthouden en uit te voeren)

- **Eenvoudige instructies** zijn instructies die alleen betrekking hebben op het reproduceren of herhalen van gebaren of patronen;
- Een **complexe instructie** wordt gedefinieerd als een aantal eenvoudige instructies die in een logische volgorde aan elkaar worden gekoppeld.

Zeer goed.	begrijpt verschillende complexe instructies, onthoudt ze en voert ze uit.
Gemiddeld	- begrijpt complexe instructies, maar heeft moeite ze te onthouden of uit te voeren; - begrijpt alleen eenvoudige instructies, onthoudt ze en voert ze uit
Onvoldoende	- begrijpt complexe instructies, maar heeft moeite ze te onthouden of uit te voeren; - begrijpt alleen eenvoudige instructies en heeft moeite ze te onthouden en uit te voeren

- **Aanpassingsvermogen** (aanpassingsvermogen, psychologische tolerantie aan veranderingen in functie of werkomstandigheden (plaats, soort activiteit, collega's...))

Zeer goed.	past zich goed aan veranderingen aan
Gemiddeld	past zich zonder al te veel moeite aan veranderingen aan
Onvoldoende	past zich met veel moeite aan veranderingen aan

- **Autonomie** (vermogen om bekend werk aan te pakken, alleen of met begeleiding)

Zeer goed.	in staat alleen te werken met uitzonderlijke tussenkomst van de instructeur
Gemiddeld	werkt alleen met beperkte begeleiding door de begeleider
Onvoldoende	werkt onder systematisch toezicht van de begeleider en een andere werknemer

- **Productiviteit** (Efficiëntie en snelheid van werken in de tijd)

Zeer goed	onveranderlijke productiviteit
Gemiddeld	onregelmatige productiviteit;
Onvoldoende	zeer lage productiviteit

B. Weging van de criteria

Aan elk criterium wordt evenveel gewicht toegekend en het krijgt tussen 5 en 15 punten. Afhankelijk van de beoordeling die voor elk van de criteria wordt gemaakt, worden de punten als volgt toegekend:

Zeer goed	15
Gemiddeld	10
Onvoldoende	5

C. Berekening van de beroepsbekwaamheid

De beroepsbekwaamheid van de productiewerknemer is de som van de aan elk criterium toegekende punten.

D. Bepaling van de compensatie

Afhankelijk van de beoordeling van de beroepsbekwaamheid van de productiemedewerker kent het Agentschap een vergoeding toe die als volgt is

Beroepsbekwaamheid gelijk aan of groter dan 85	Geen compensatie (0%)
Beroepsbekwaamheid is minder dan 85	45% compensatie
Beroepsbekwaamheid is minder dan 70	57,5% compensatie
Beroepsbekwaamheid is minder dan 50	67,5% compensatie
De professionele capaciteit is minder dan of gelijk aan 35	75% compensatie

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en
Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

“Bijlage 95/1.

Puntendoelstellingen van elk bedrijf voor aangepast werk voor de eerste periode van drie jaar (als bedoeld in artikel 998)

BEDRIJF VOOR AANGEPAST WERK	Doel "punten".
BAW001	399.505
BAW002	184.961
BAW005	105.105
BAW007	161.254
BAW008	420.254
BAW013	26.045
BAW015	79.348
BAW019	523.319
BAW045	573.734
BAW059	220.645
BAW060	76.540
BAW062	70.263
BAW063	279.821
BAW065	94.787
BAW067	189.486
BAW071	150.742
BAW072	360.215
BAW073	143.384
BAW083	110.978
BAW085	217.459
BAW088	154.679
BAW091	145.842
BAW092	225.486
BAW095	123.952
BAW097	288.515
BAW101	785.969
BAW107	49.988
BAW115	132.996
BAW123	259.738
BAW124	121.945
BAW125	254.547
BAW126	132.966
BAW129	264.946

BAW134	355.991
BAW138	228.096
BAW142	112.083
BAW144	92.007
BAW147	45.274
BAW148	113.647
BAW149	127.250
BAW154	106.010
BAW156	50.901
BAW164	122.862
BAW170	67.652
BAW175	121.422
BAW177	79.010
BAW178	80.837
BAW179	42.044
BAW189	342.608
BAW197	201.981
BAW209	43.016

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en
Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

"Bijlage 95/2

In aanmerking komende salariskosten ter verantwoording van de subsidie uit hoofde van artikel 1016

Voor productiemedewerkers komen in aanmerking:

- 1) brutobezoldiging, mits deze voldoet aan de voorwaarden van artikel 992, § 4, en is aangegeven bij de RSZ;
- 2) het gewaarborgd loon in geval van arbeidsongeschiktheid;
- 3) bezoldiging voor feestdagen, verlofdagen, kort verzuim (omstandigheidsverlof);
- 4) vakantiegeld
- 5) bijkomende voordelen en premies die onder een formele overeenkomst in het kader van het PSC 327.03 vallen ;
- 6) het bedrag van de socialezekerheidsbijdragen ter zake van bovengenoemde bezoldigingen.

Andere van de overheid verkregen subsidies en andere tegemoetkomingen worden op de in aanmerking komende loonkosten in mindering gebracht wanneer zij precies dezelfde kosten dekken als die welke voor productiewerknemers in aanmerking komen.

Komt niet in aanmerking voor productiewerknemers:

- 1) uitbetaling van overuren ;
- 2) de contractbreukvergoedingen en de niet-gepresteerde opzeggingstermijnen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 4 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

"Bijlage 95/3

In aanmerking komende kosten ter verantwoording van de subsidie uit hoofde van artikel 1021

Voor het in artikel 992, § 12, bedoelde specifieke personeel komen alleen de volgende bezoldigingen in aanmerking, en wel voor de tijd die besteed wordt aan het bijstaan van productiemedewerkers:

- 1) brutoloon dat overeenstemt met de schaal van het PSC 327.03 (paritair subcomité voor de bedrijven voor aangepast werk in het Waals Gewest en in de Duitstalige Gemeenschap), met de erkende anciënniteit van de betrokken werknemer en dat bij de RSZ werd aangegeven;
- 2) het gewaarborgd loon in geval van arbeidsongeschiktheid;
- 3) bezoldiging voor feestdagen, verlofdagen, kort verzuim (omstandigheidsverlof);
- 4) vakantiegeld
- 5) bijkomende voordelen en premies die onder een formele overeenkomst in het kader van het PSC 327.03 vallen ;
- 6) het bedrag van de socialezekerheidsbijdragen ter zake van bovengenoemde bezoldigingen.

Voor de begeleiders bedoeld in artikel 992, § 12, worden hun loonkosten, met inbegrip van de lasten bedoeld in 1) tot 6), vermenigvuldigd met het gemiddelde compensatiepercentage van het bedrijf voor aangepast werk, vastgesteld op basis van het jaarlijkse gemiddelde van de compensatiepercentages van de handicap die voor elk van zijn productiewerknemers zijn vastgesteld in het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de subsidie wordt toegekend.

De loonkosten, met inbegrip van de lasten bedoeld in 1) tot 6), van het specifieke personeel bedoeld in artikel 992, § 12, dat door de publiekrechtelijke rechtspersoon op grond van een schriftelijke overeenkomst bij het bedrijf voor aangepast werk is gedetacheerd, komen eveneens in aanmerking voor verantwoording van de subsidie bedoeld in artikel 1021.

De volgende bezoldigingen komen niet in aanmerking voor de bezoldiging van de in artikel 992, § 12, bedoelde specifieke personeelsleden:

- 1) uitbetaling van overuren ;
- 2) de contractbreukvergoedingen en de niet-gepresteerde opzeggingstermijnen.
- 3) de kosten in verband met de diensten van het leidinggevend personeel dat de in artikel 1043 bedoelde opvang- en opleidingsafdelingen voor gehandicapte personen verzorgt.

In aanmerking komende kosten ter verantwoording van de subsidie uit hoofde van artikel 1021:

- 1) de kosten van opleiding in verband met de begeleiding van productiewerknemers
- 2) kosten in verband met de aanpassing van bestaande apparatuur, de aanschaf van nieuwe apparatuur of de aanschaf en validatie van software voor gebruik door productiewerknemers, met inbegrip van aangepaste of ondersteunende technologische hulpmiddelen, die bovenop de kosten komen die het bedrijf voor aangepast werk zou hebben gemaakt indien zij werknemers zonder handicap in dienst had gehad;
- 3) kosten die rechtstreeks verband houden met het vervoer van productiewerknemers naar de plaats van het werk en in het kader van hun beroepsactiviteiten (sociaal abonnement en openbaar vervoer).

Het bedrijf voor aangepast werk moet de gepastheid van de in de punten 1 tot en met 3 bedoelde uitgaven met de handicap van zijn werknemers verantwoorden.

Van de in aanmerking komende kosten worden afgetrokken:

- 1) van de overheid verkregen subsidies en andere tegemoetkomingen, wanneer deze precies dezelfde uitgaven dekken als die welke in aanmerking komen om de in artikel 1021 bedoelde subsidie te rechtvaardigen;
- 2) de renteopbrengsten van de in artikel 992, § 16 bedoelde specifieke bankrekening.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 5 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

"Bijlage 95/4

Tegemoetkoming in de loonkosten als bedoeld in artikel 1046/2

Voor de in artikel 1043 bedoelde personeelsleden komen in aanmerking:

- 1) Het jaarlijkse bedrag van de bezoldiging ;
- 2) De in punt 1) bedoelde bedragen worden verlaagd in verhouding tot de werkelijke arbeidstijd;
- 3) het bedrag van de socialezekerheidsbijdragen ter zake van bovengenoemde bezoldigingen.

De jaarlijkse subsidie waarop de tegemoetkoming betrekking heeft, mag de volgende bedragen niet overschrijden:

- a) Begeleider 42.764,28 euro ;
- b) Ergotherapeut : 51.929,30 euro

Deze limiet wordt geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden gekoppeld aan spilindex 107,20 (basis 2013) op 1 april 2020.

Andere van de overheid verkregen subsidies en andere tegemoetkomingen worden op de in aanmerking komende loonkosten in mindering gebracht wanneer zij precies dezelfde kosten dekken als die welke voor de personeelsleden bedoeld in artikel 1043 in aanmerking komen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE